



ROGERS COMMUNICATIONS ANNONCE SES RÉSULTATS POUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2016

- **Le plan Rogers 3.0 produit de solides résultats financiers et opérationnels :**
 - **croissance soutenue des produits de 2 % attribuable principalement à la progression de 5 % des produits tirés des services de Sans-fil;**
 - **ajouts nets de 65 000 abonnés aux services facturés de Sans-fil, soit une augmentation de 41 000 sur douze mois;**
 - **réduction de 5 points de base du taux d'attrition des services facturés de Sans-fil, soit une amélioration sur douze mois pour un troisième trimestre de suite;**
 - **croissance de 15 % des produits tirés des services d'accès Internet sous l'effet d'ajouts nets de 12 000 abonnés, soit une augmentation de 8 000 sur douze mois;**
 - **augmentation de 6 % des produits de Media et amélioration du résultat d'exploitation ajusté sur douze mois grâce à la hausse des produits tirés de Sportsnet et au succès des Blue Jays de Toronto.**
- **Les services d'accès Internet à 1 Gb/s sont maintenant offerts à environ 2 millions de foyers. Notre objectif de les offrir sur l'ensemble du territoire de desserte de Cable d'ici la fin de 2016, bien avant nos concurrents, est en bonne voie d'être atteint.**

TORONTO (le 21 juillet 2016) – Rogers Communications Inc., l'une des plus importantes sociétés diversifiées dans les communications et les médias au Canada, a fait connaître aujourd'hui ses résultats financiers et opérationnels non audités pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2016.

Principaux résultats financiers consolidés

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, non audités)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2016	2015	2016	2015
Total des produits	3 455	3 403	6 700	6 578
Après ajustement ¹				
Résultat d'exploitation	1 347	1 337	2 448	2 461
Résultat net	427	412	690	687
Résultat par action de base	0,83 \$	0,80 \$	1,34 \$	1,33 \$
Bénéfice net	394	363	642	618
Bénéfice de base par action	0,77 \$	0,70 \$	1,25 \$	1,20 \$
Flux de trésorerie disponibles ¹	495	476	715	742
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 121	1 114	1 719	1 341

¹ Les montants ajustés et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

« Nous avons inscrit d'excellents résultats au deuxième trimestre; en plus de réaliser une solide croissance des produits, nous avons attiré de nouveaux clients pour notre secteur Sans-fil et nos services d'accès Internet, a déclaré Guy Laurence, président et chef de la direction. L'expérience client a continué de se bonifier, les services facturés de notre secteur Sans-fil ayant enregistré une diminution du taux d'attrition pour un troisième trimestre de suite. Nous avons consolidé notre position dominante en matière d'itinérance grâce au lancement du forfait Fido Nomade, nous avons poursuivi le déploiement du service Internet gigabit sur près de la moitié de notre réseau par câble et nous avons proposé deux nouvelles solutions innovantes aux entreprises canadiennes. De façon générale, la réalisation de notre stratégie Rogers 3.0 est sur la bonne voie. »

Principaux faits saillants financiers

Augmentation des produits

Les produits consolidés ont augmenté de 2 % au cours du trimestre considéré, rendant compte de la croissance de 1 % des produits de Sans-fil, de 6 % de ceux de Media et de 3 % de ceux de Solutions d'Affaires, les produits de Cable étant restés au même niveau. Les produits tirés des services de Sans-fil ont inscrit une hausse de 5 % attribuable principalement à l'augmentation du nombre d'abonnés et à l'adoption continue des forfaits *Partagez tout* de Rogers qui génèrent davantage de PMPC des services facturés. Les produits de Cable sont restés stables, car la croissance à deux chiffres (15 %) des produits tirés des services d'accès Internet a entièrement compensé le recul persistant des produits tirés des services de télévision et de téléphonie. La migration vers les services d'accès Internet à marge supérieure se poursuit. Si les produits de Media ont augmenté, c'est principalement grâce à la performance constante de nos actifs liés aux sports, essentiellement les Blue Jays de Toronto et Sportsnet, en partie contrebalancée par la baisse des produits tirés de la publicité conventionnelle télédiffusée, radiodiffusée et imprimée.

Hausse du résultat d'exploitation ajusté

La hausse du résultat d'exploitation ajusté consolidé au cours du trimestre est attribuable surtout à l'augmentation du résultat d'exploitation ajusté de Sans-fil par suite de l'accroissement des produits tirés des services.

Augmentation du bénéfice net et du résultat net ajusté

Le bénéfice net et le résultat net ajusté ont été plus élevés pour le trimestre à l'étude en raison surtout de l'augmentation du résultat d'exploitation ajusté et de la diminution des charges diverses, facteurs en partie annulés par l'augmentation des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles. Le bénéfice net a en outre été avantagé par la baisse des frais de restructuration.

Souplesse financière grâce à d'importants flux de trésorerie disponibles

Au cours du trimestre, la Société a continué de générer d'importants flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et des flux de trésorerie disponibles se chiffrant respectivement à 1 121 millions de dollars et à 495 millions de dollars. L'accroissement des flux de trésorerie disponibles est attribuable à la hausse du résultat d'exploitation ajusté et à la baisse des paiements d'impôt en trésorerie et a été en partie contrebalancé par les entrées d'immobilisations corporelles plus importantes.

Grâce à nos solides résultats financiers, nous avons pu réduire l'encours de notre dette, continuer d'investir dans notre réseau, et ce, tout en maintenant des remboursements de capital importants pour nos actionnaires. Nous avons versé 247 millions de dollars sous forme de dividendes au cours du trimestre considéré.

Rogers 3.0

Rogers 3.0 est un plan pluriannuel à l'aide duquel nous voulons :

- relancer la croissance de nos revenus de façon durable;
- miser sur nos solides antécédents en matière de produits de façon à dégager des marges et des flux de trésorerie disponibles élevés de même qu'un bon rendement sur nos actifs et, ultimement, à accroître les rendements en faveur de nos actionnaires.

Nous nous attendons à ce que les occasions d'augmenter notre performance ne manquent pas, notamment pour :

- bonifier encore l'expérience client;
- demeurer un chef de file et continuer sur notre lancée dans le secteur Sans-fil;
- renforcer notre offre dans le secteur Cable;
- stimuler la croissance dans le marché Affaires.

Bonifier l'expérience client

Les améliorations que nous avons apportées à l'expérience client jouent un rôle déterminant dans la baisse du taux d'attrition des services facturés de Sans-fil. Au cours du trimestre, nous avons abaissé de 5 points de base ce taux d'attrition, qui s'est chiffré à 1,14 %, soit le taux d'attrition le plus bas des deux dernières années. C'était le troisième trimestre d'amélioration de suite pour cet indicateur.

Nous sommes déterminés à améliorer les options en libre-service, ce qui devrait réduire encore la nécessité pour les clients de nous appeler. Au cours du trimestre, les opérations en libre-service à l'égard de la marque Rogers ont augmenté de 56 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Nous avons aussi réduit de 8 % le nombre de fois où nos clients ont dû communiquer avec nous par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'engagement le plus récent de Rogers sur le plan de la technologie libre-service vise le réapprovisionnement de données, ce qui permet aux abonnés de Sans-fil de gérer leur consommation de données mois par mois et d'acheter un lot de données supplémentaires au besoin.

Nous continuons de lancer des services novateurs. Pendant le trimestre, nous avons élargi notre gamme de forfaits d'itinérance sur le modèle de *Partout chez vous* aux abonnés Fido en leur proposant Fido Nomade. Par suite du succès du forfait *Partout chez vous*, les plaintes relatives à l'itinérance adressées au Commissaire aux plaintes relatives aux services de télécommunications par des clients de Rogers sont en bonne voie d'être réduites de 90 % pour l'exercice par rapport aux résultats de 2012-2013. Nous pensons que Fido Nomade connaîtra le même succès.

Demeurer un chef de file et continuer sur notre lancée dans le secteur Sans-fil

Nos forfaits irrésistibles, l'amélioration de l'expérience client et le meilleur réseau dans sa catégorie sont autant de facteurs qui ont favorisé l'essor de notre secteur Sans-fil. Les produits tirés des services ont inscrit une forte croissance au cours du trimestre, et notre résultat d'exploitation ajusté s'est amélioré par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le quatrième trimestre de suite, nous avons considérablement accru les ajouts nets d'abonnés aux services facturés, qui se sont chiffrés à 65 000 : c'est 41 000 ajouts nets de plus qu'au trimestre correspondant, soit une hausse de plus de 170 % sur douze mois.

Renforcer notre offre dans le secteur Cable

Les tendances en matière d'abonnés s'améliorent dans le secteur Cable et devraient continuer de s'améliorer grâce aux atouts suivants :

- la vive popularité du service Internet ÉLAN et, notamment, des vitesses de 1 gigabit récemment proposées;
- les services de télévision améliorés, qui comprennent la mise à niveau de l'interface utilisateur des services traditionnels, la télé 4K et le lancement de la télévision par IP (IPTV) qui devrait avoir lieu d'ici la fin de l'exercice.

Service Internet ÉLAN

La composition des produits de Cable continue d'évoluer vers des services d'accès Internet à marge supérieure. Nous avons continué de dégager une croissance à deux chiffres (15 %) des produits tirés des services d'accès Internet au cours du trimestre, et les ajouts nets d'abonnés ont triplé par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, se chiffrant à 12 000.

Nous offrons déjà des vitesses Internet gigabit à environ 2 millions de foyers; nous nous rapprochons sans cesse de notre objectif d'offrir des vitesses Internet gigabit sur l'ensemble de notre réseau par câble, qui compte plus de 4 millions de foyers, d'ici la fin de 2016, et ce, moyennant un investissement supplémentaire de moins de 50 \$ par foyer par année. Nous augmenterons la capacité à mesure que la demande de vitesse croîtra en engageant annuellement de nouvelles dépenses d'investissement fondées sur le résultat, ce qui nous permettra de dégager des rendements attrayants pour nos actionnaires.

Gammes de services de télévision

Les consommateurs continuent de porter un intérêt grandissant à la télé 4K. D'ici la fin de 2016, nous prévoyons avoir offert plus de 100 événements sportifs en direct au format 4K. La résolution 4K de haute qualité et notre produit IPTV dont le lancement est prévu exigent beaucoup de bande passante. Or, le réseau de fibre coaxiale hybride de Rogers est déjà en mesure de fournir la bande passante nécessaire. À mesure que s'accroît le nombre de téléviseurs 4K et d'appareils de vidéo en continu dans les foyers, la demande de haut débit binaire renforce les avantages au chapitre de la vitesse et de la capacité que possède notre réseau de fibre coaxiale hybride par rapport aux réseaux traditionnels des entreprises du secteur des télécommunications qui nous livrent concurrence.

Stimuler la croissance dans le marché Affaires

Rogers est actuellement sous-indexée dans ce marché en croissance. Nous avons récemment lancé deux nouvelles solutions innovantes pour les entreprises canadiennes : Rogers Unisson est une solution de collaboration d'affaires, qui permet aux petites entreprises de délaissier les lignes filaires en retrouvant les fonctions d'un téléphone de bureau traditionnel sur un téléphone intelligent. Nous avons également lancé la première de nos solutions d'infonuagique. Les services en nuage publics de Rogers permettent aux entreprises de gérer leurs infrastructures de TI sur le nuage de manière sécuritaire et économique. Il s'agit des plus récents ajouts à la gamme toujours plus étoffée des services que nous offrons à la clientèle d'affaires. Il faudra un certain temps pour sensibiliser le marché à ces nouveaux services et ensuite le pénétrer, mais nous nous réjouissons de l'apport que ces occasions de croissance à long terme fourniront.

À propos des mesures non conformes aux PCGR

Des mesures non conformes aux PCGR sont présentées dans le présent communiqué, notamment le résultat d'exploitation ajusté, la marge bénéficiaire opérationnelle ajustée, le résultat net ajusté, les flux de trésorerie disponibles, la dette nette ajustée, le ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté, le résultat par action de base ajusté et le résultat par action dilué ajusté. Ces mesures non conformes aux PCGR ne devraient pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

À propos de Rogers

Rogers Communications est une société ouverte canadienne de premier plan diversifiée dans les communications et les médias. Elle est le principal fournisseur de services de communications sans fil et l'un des plus importants fournisseurs de services de télévision, d'accès Internet haute vitesse et de téléphonie par câble aux particuliers et aux entreprises au Canada. Par l'intermédiaire de Rogers Media, nous exerçons des activités de radiodiffusion, de télédiffusion et de téléachat, nous publions des magazines et des revues spécialisées et nous sommes présents dans le secteur du divertissement sportif et des médias numériques. Nos actions sont négociées à la Bourse de Toronto (TSX : RCI.A et RCI.B) et à la New York Stock Exchange (NYSE : RCI). Pour en savoir davantage sur le groupe de sociétés Rogers, il y a lieu de consulter le site rogers.com.

L'information obtenue sur notre site Web ou liée à celui-ci ne fait pas partie du présent communiqué et n'y est pas intégrée.

Relations avec les investisseurs

Amy Schwalm
416 704-9057
amy.schwalm@rci.rogers.com

Relations avec les médias

Terrie Tweddle
416 935-4727
terrie.tweddle@rci.rogers.com

Conférence téléphonique trimestrielle à l'intention de la communauté financière

La téléconférence sur les résultats du deuxième trimestre de 2016 à l'intention de la communauté financière se tiendra :

- le 21 juillet 2016,
- à 8 h 30, heure de l'Est,
- à l'adresse rogers.com/webcast,
- les médias pourront participer à titre d'auditeurs seulement.

Une rediffusion sera présentée à l'adresse rogers.com/investors et sera accessible depuis la page Événements et présentations pendant une période d'au moins deux semaines suivant la téléconférence. En outre, les investisseurs sont priés de noter que la direction de Rogers fait à l'occasion des allocutions lors de conférences de sociétés de courtage à l'intention des investisseurs. La plupart du temps, ces conférences sont diffusées sur le Web et lorsqu'il y a une webdiffusion, les liens sont offerts sur le site Web de Rogers, à l'adresse rogers.com/events, généralement au moins deux jours avant la conférence.

Renseignements supplémentaires

Vous trouverez plus de renseignements à notre sujet sur notre site Web (rogers.com/investors), sur SEDAR (sedar.com) et sur EDGAR (sec.gov); vous pouvez aussi nous envoyer un courriel à l'adresse investor.relations@rci.rogers.com. L'information sur les sites Web en question ou sur des sites Web liés et tout autre site Web mentionné aux présentes ne fait pas partie du présent communiqué et n'y est pas intégrée.

Vous pouvez également visiter la page rogers.com/investors pour en savoir davantage sur nos pratiques de gouvernance, notre présentation de rapports sur la responsabilité sociale et pour obtenir un glossaire des termes des communications et des médias et d'autres renseignements sur nos activités.

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion présente de l'information importante au sujet de nos activités et de notre performance pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2016 ainsi que de l'information prospective au sujet de périodes futures. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le deuxième trimestre de 2016 et les notes y afférentes, préparés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), avec notre rapport de gestion annuel 2015, nos états financiers consolidés audités de 2015 et les notes y afférentes, qui ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (*International Financial Reporting Standards* ou les « IFRS ») publiées par l'IASB, ainsi qu'avec les autres documents récents déposés auprès des autorités en valeurs mobilières canadiennes et américaines et publiés sur SEDAR, à sedar.com ou sur EDGAR, à sec.gov, respectivement.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur Rogers, notamment sur son offre de produits et services, son marché concurrentiel et les tendances du secteur, ainsi que sur sa stratégie fondamentale, il y a lieu de se reporter aux rubriques « Comprendre nos activités », « Notre stratégie » et « Capacité à produire des résultats » de notre rapport de gestion annuel 2015. Pour en savoir davantage sur nos objectifs et principaux moteurs de la performance, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Principaux moteurs de la performance et faits saillants stratégiques » de notre rapport de gestion annuel de 2015 et aux rubriques « Principaux faits saillants financiers » et « Rogers 3.0 » aux pages 2 à 4 de notre communiqué du deuxième trimestre de 2016.

Dans le présent rapport de gestion, tous les montants présentés en dollars sont en dollars canadiens, sauf indication contraire. Toutes les variations en pourcentage sont calculées en fonction de nombres arrondis, tels qu'ils sont présentés dans les tableaux. Le présent rapport de gestion est daté du 20 juillet 2016 et a été approuvé par le comité d'audit et de risque de notre conseil d'administration (le « conseil ») à cette date. Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs et des hypothèses. Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « À propos des énoncés prospectifs » pour obtenir de plus amples renseignements.

Les termes « nous », « notre », « nos », « Rogers », « Rogers Communications » et « la Société » désignent Rogers Communications Inc. et ses filiales. Le terme « RCI » s'entend de l'entité juridique Rogers Communications Inc., à l'exclusion de ses filiales. RCI détient également des participations dans divers placements et entreprises.

La Société est inscrite à la cote de la Bourse de Toronto (TSX : RCI.A et RCI.B) et de la New York Stock Exchange (NYSE : RCI).

Dans le présent rapport de gestion, les expressions « trimestre considéré », « trimestre à l'étude » et « trimestre » s'entendent de la période de trois mois close le 30 juin 2016; les expressions « depuis le début de l'exercice », « semestre considéré » et « semestre » désignent la période de six mois close à la même date. Sauf indication contraire, tous les commentaires concernant les résultats comparatifs ont trait aux périodes correspondantes de 2015 ou au 31 décembre 2015, s'il y a lieu.

Secteurs à présenter

Nous présentons nos résultats selon quatre secteurs. Le tableau suivant présente chacun de ces secteurs ainsi que la nature de leurs activités :

Secteur	Principales activités
Sans-fil	Activités de télécommunications sans fil destinées aux entreprises et aux consommateurs canadiens.
Cable	Activités de télécommunications par câble, y compris les services d'accès Internet, de télévision et de téléphonie pour les entreprises et les consommateurs canadiens.
Solutions d'Affaires	Connectivité réseau au moyen de nos actifs liés au réseau de fibre optique et au centre de données afin de prendre en charge un éventail de services de transmission de la voix et des données, de réseau, d'hébergement et d'infonuagique aux entreprises canadiennes de petite, moyenne et grande envergure et aux administrations gouvernementales, ainsi que des services de gros aux autres entreprises de télécommunications.
Media	Portefeuille diversifié de propriétés de médias qui comprend des activités de télédiffusion, de radiodiffusion, de chaînes spécialisées, d'achat multiplateforme, d'édition, de divertissement et de médias sportifs, et de médias numériques.

Les secteurs Sans-fil, Cable et Solutions d'Affaires sont exploités par notre filiale en propriété exclusive, Rogers Communications Canada Inc. (« RCCI ») et certaines de nos autres filiales en propriété exclusive. Le secteur Media est exploité par notre filiale en propriété exclusive Rogers Media Inc. et ses filiales.

Table des matières

Sommaire des résultats financiers consolidés	8	Évolution de la réglementation.....	28
Principales variations des résultats financiers par rapport à 2015	9	Mise à jour sur les risques et les incertitudes.....	29
Résultats de nos secteurs à présenter.....	10	Estimations et méthodes comptables critiques.....	31
Revue de la performance consolidée	17	Prévisions financières	32
Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières.....	20	Indicateurs clés de performance	32
Aperçu de la situation financière	23	Mesures non conformes aux PCGR.....	33
Situation financière.....	24	Information complémentaire	36
Gestion des risques financiers	24	À propos des énoncés prospectifs.....	38
Engagements et obligations contractuelles.....	28		

Sommaire des résultats financiers consolidés

(en millions de dollars, sauf les marges et leurs montants par action)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2016	2015	Variation en %	2016	2015	Variation en %
Produits						
Sans-fil	1 931	1 903	1	3 821	3 697	3
Cable	870	869	-	1 726	1 739	(1)
Solutions d'Affaires	97	94	3	193	188	3
Media	615	582	6	1 063	1 046	2
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(58)	(45)	29	(103)	(92)	12
Produits	3 455	3 403	2	6 700	6 578	2
Résultat d'exploitation ajusté						
Sans-fil	846	841	1	1 609	1 606	-
Cable	415	414	-	808	816	(1)
Solutions d'Affaires	31	27	15	62	55	13
Media	90	90	-	41	58	(29)
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(35)	(35)	-	(72)	(74)	(3)
Résultat d'exploitation ajusté ¹	1 347	1 337	1	2 448	2 461	(1)
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée ¹	39,0 %	39,3 %	(0,3) pts	36,5 %	37,4 %	(0,9) pts
Bénéfice net	394	363	9	642	618	4
Bénéfice de base par action	0,77 \$	0,70 \$	10	1,25 \$	1,20 \$	4
Bénéfice dilué par action	0,76 \$	0,70 \$	9	1,24 \$	1,19 \$	4
Résultat net ajusté ¹	427	412	4	690	687	-
Résultat par action de base ajusté ¹	0,83 \$	0,80 \$	4	1,34 \$	1,33 \$	1
Résultat par action dilué ajusté ¹	0,83 \$	0,80 \$	4	1,33 \$	1,33 \$	-
Entrées d'immobilisations corporelles	647	621	4	1 199	1 096	9
Flux de trésorerie disponibles ¹	495	476	4	715	742	(4)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 121	1 114	1	1 719	1 341	28

¹ Le résultat d'exploitation ajusté, la marge bénéficiaire opérationnelle ajustée, le résultat net ajusté, le résultat par action de base ajusté, le résultat par action dilué ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

Principales variations des résultats financiers par rapport à 2015

Produits

Les produits tirés des services de Sans-fil se sont accrus de 5 % au cours du trimestre et de 4 % depuis le début de l'exercice en raison de l'augmentation du nombre d'abonnés et de l'adoption soutenue des forfaits facturés *Partagez tout* de Rogers générateurs de PMPC plus élevés.

Les produits de Cable sont restés stables pour le trimestre considéré, car la croissance du nombre d'abonnés aux services d'accès Internet, la migration générale des clients des services d'accès Internet vers des services offrant des vitesses et des capacités supérieures et l'incidence des changements de la tarification pour la plupart des produits ont été contrebalancées par la réduction du nombre d'abonnés aux services de télévision et de téléphonie au cours de l'exercice. Depuis le début de l'exercice, les produits de Cable ont diminué de 1 % en raison de la diminution du nombre d'abonnés aux services de télévision et de téléphonie.

Les produits de Solutions d'Affaires ont augmenté pour le trimestre et le semestre considérés, car la croissance des services de prochaine génération sur réseaux possédés, y compris la hausse des produits tirés de nos centres de données, a plus qu'annulé la poursuite du recul prévu des produits tirés des services traditionnels hors réseau à marge inférieure.

Les produits de Media ont connu une hausse au cours du trimestre et du semestre considérés en raison de la croissance constante des produits tirés des événements sportifs, en partie contrebalancée par la diminution des produits tirés de la publicité conventionnelle télédiffusée, imprimée et radiodiffusée.

Résultat d'exploitation ajusté

Le résultat d'exploitation ajusté de Sans-fil a augmenté pour le trimestre à l'étude et depuis le début de l'exercice sous l'effet de la hausse des produits tirés des services décrite ci-dessus, en partie annulée par les coûts plus importants associés aux volumes accrus et au taux de subventionnement plus élevé des appareils.

Le résultat d'exploitation ajusté de Cable a été stable pour le trimestre, car les produits et les charges opérationnelles sont eux-mêmes restés stables. Pour le semestre, il a accusé une légère baisse qui découlait de la diminution des produits mentionnée ci-dessus.

Le résultat d'exploitation ajusté de Solutions d'Affaires a augmenté pendant le trimestre et le semestre grâce à la hausse des produits et à la baisse des coûts liés aux services.

Le résultat d'exploitation ajusté de Media est resté au même niveau pour le trimestre à l'étude, car l'accroissement des produits décrit ci-dessus a été annulé par l'augmentation des charges opérationnelles. Depuis le début de l'exercice, le résultat d'exploitation ajusté a diminué de 29 %, principalement à cause de la baisse des produits tirés de la publicité conventionnelle au premier trimestre de 2016.

Résultats de nos secteurs à présenter

SANS-FIL

Résultats financiers de Sans-fil

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2016 ¹	2015	Variation en %	2016 ¹	2015	Variation en %
Produits						
Produits tirés des services	1 788	1 707	5	3 522	3 379	4
Produits tirés du matériel	143	196	(27)	299	318	(6)
Produits	1 931	1 903	1	3 821	3 697	3
Charges opérationnelles						
Coût du matériel	434	423	3	894	816	10
Autres charges opérationnelles	651	639	2	1 318	1 275	3
Charges opérationnelles	1 085	1 062	2	2 212	2 091	6
Résultat d'exploitation ajusté	846	841	1	1 609	1 606	-
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée exprimée en pourcentage des produits tirés des services	47,3 %	49,3 %	(2) pts	45,7 %	47,5 %	(1,8) pts
Entrées d'immobilisations corporelles	207	256	(19)	388	436	(11)

¹ Les résultats d'exploitation de Mobilicity sont compris dans les résultats de Sans-fil depuis la date d'acquisition, c'est-à-dire le 2 juillet 2015.

Résultats d'abonnements de Sans-fil¹

(en milliers, sauf les taux d'attrition, les PMPC des services facturés et les PMPA mixtes)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2016	2015	Variation	2016	2015	Variation
Services facturés						
Ajouts bruts d'abonnés	349	313	36	653	590	63
Ajouts nets (réductions nettes) d'abonnés	65	24	41	79	(2)	81
Total des abonnés aux services facturés ²	8 350	8 163	187	8 350	8 163	187
Attrition (mensuelle)	1,14 %	1,19 %	(0,05) pts	1,16 %	1,22 %	(0,06) pts
PMPC (mensuels)	116,06 \$	110,14 \$	5,92 \$	114,13 \$	108,79 \$	5,34 \$
Services prépayés						
Ajouts bruts d'abonnés	194	154	40	351	280	71
Ajouts nets (réductions nettes) d'abonnés	25	8	17	6	(29)	35
Total des abonnés aux services prépayés ^{2,3}	1 612	1 348	264	1 612	1 348	264
Attrition (mensuelle)	3,57 %	3,63 %	(0,06) pts	3,61 %	3,81 %	(0,20) pts
PMPA mixtes (mensuels)	60,18 \$	60,01 \$	0,17 \$	59,35 \$	59,38 \$	(0,03) \$

¹ Le nombre d'abonnés, le taux d'attrition, les PMPC des services facturés et les PMPA mixtes sont des indicateurs clés de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² À la clôture de la période.

³ Le 2 juillet 2015, nous avons fait l'acquisition d'environ 154 000 abonnés aux services sans fil prépayés dans le cadre de notre acquisition de Mobilicity.

Produits tirés des services

L'augmentation de 5 % des produits tirés des services enregistrée au cours du trimestre et celle de 4 % depuis le début de l'exercice découlent des facteurs suivants :

- un nombre d'abonnés accru aux services facturés et aux services prépayés;
- l'adoption soutenue des forfaits économiques *Partagez tout* de Rogers. Ces forfaits génèrent des PMPC des services facturés plus élevés, regroupent diverses fonctions supplémentaires et les appels interurbains, offrent la possibilité de combiner l'utilisation des données sur plusieurs appareils et donnent accès à nos autres produits et services tels que *Partout chez vous*, GameCentre LIVE de la LNH par Rogers, *Spotify*, *shomi* et *Texture par Next Issue*.

L'augmentation de 5 % des PMPC des services facturés du trimestre et du semestre s'explique par l'adoption soutenue des forfaits *Partagez tout* de Rogers qui, eu égard au nombre de comptes d'abonnés, font en sorte que les abonnés ont profité de plus en plus des offres à tarification additionnelle et de leurs forfaits à partager et y accèdent à partir de plusieurs appareils qui sont tous rattachés au même compte.

Les PMPA mixtes sont restés stables au cours du trimestre et du semestre en raison de ce qui suit :

- l'accroissement des produits tirés des services mentionné plus haut;
- facteur contrebalancé par les retombées de l'accroissement, par suite de l'acquisition de Mobilicity, du nombre d'abonnés aux services prépayés générateurs de PMPA mixtes moins élevés par rapport à l'ensemble des abonnés;
- l'augmentation globale des ajouts nets d'abonnés aux services prépayés au cours de l'exercice.

Exclusion faite de l'incidence de l'ajout de Mobilicity, les PMPA mixtes auraient augmenté de 1 % pour le trimestre et pour le semestre.

À notre avis, l'accroissement des ajouts bruts et nets d'abonnés pour le trimestre et le semestre ainsi que le taux d'attrition inférieur découlent de notre stratégie visant la bonification de l'expérience client grâce à des offres à valeur accrue comme les forfaits *Partagez tout*, au perfectionnement de notre service à la clientèle et à l'amélioration constante de la qualité de notre réseau.

Produits tirés du matériel

La baisse de 27 % des produits tirés du matériel pour le trimestre considéré et celle de 6 % pour le semestre découlent des éléments suivants :

- l'augmentation des subventions moyennes accordées aux clients qui ont acheté leur appareil;
- facteur contrebalancé en partie par les ajouts bruts d'abonnés plus élevés;
- un plus grand nombre de rehaussements d'appareils par les abonnés existants, l'augmentation s'étant chiffrée à 3 % pour le trimestre considéré.

Charges opérationnelles

Coût du matériel

La hausse de 3 % du coût du matériel au cours du trimestre considéré et celle de 10 % pour le semestre découlent essentiellement de ce qui suit :

- une croissance des volumes de ventes de matériel attribuable principalement aux ajouts bruts d'abonnés plus élevés;
- l'augmentation du nombre de rehaussements d'appareil par les abonnés existants, mentionnée ci-dessus.

L'augmentation enregistrée pour le semestre tient également à une migration des ventes d'appareils vers des téléphones intelligents à coût plus élevé

Autres charges opérationnelles

Les autres charges opérationnelles se sont établies à 2 % de plus pour le trimestre à l'étude et à 3 % de plus pour le semestre en raison des facteurs suivants :

- la hausse des coûts des services, par suite, notamment, de nos offres à valeur ajoutée;
- des coûts supplémentaires découlant de notre acquisition de Mobilicity;
- l'accroissement des coûts de publicité;
- facteurs en partie compensés par la baisse des commissions payées grâce à l'amélioration des canaux de distribution;
- diverses mesures visant une hausse de l'efficience et de la productivité.

Résultat d'exploitation ajusté

La hausse du résultat d'exploitation ajusté pour le trimestre et le semestre considérés s'explique par les variations des produits et des charges susmentionnées.

CABLE

Résultats financiers de Cable

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2016	2015	Variation en %	2016	2015	Variation en %
Produits						
Services d'accès Internet	376	327	15	736	651	13
Services de télévision	394	425	(7)	789	851	(7)
Services de téléphonie	99	115	(14)	198	233	(15)
Produits tirés des services	869	867	-	1 723	1 735	(1)
Produits tirés du matériel	1	2	(50)	3	4	(25)
Produits	870	869	-	1 726	1 739	(1)
Charges opérationnelles						
Coût du matériel	1	1	-	2	2	-
Autres charges opérationnelles	454	454	-	916	921	(1)
Charges opérationnelles	455	455	-	918	923	(1)
Résultat d'exploitation ajusté	415	414	-	808	816	(1)
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	47,7 %	47,6 %	0,1 pts	46,8 %	46,9 %	(0,1) pts
Entrées d'immobilisations corporelles	300	254	18	546	478	14

Résultats d'abonnements de Cable ¹

(en milliers)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2016	2015	Variation	2016	2015	Variation
Services d'accès Internet						
Ajouts nets (réductions nettes) d'abonnés	12	4	8	28	(3)	31
Nombre total d'abonnés aux services d'accès Internet ²	2 076	2 008	68	2 076	2 008	68
Services de télévision						
Réductions nettes d'abonnés	(23)	(32)	9	(49)	(73)	24
Nombre total d'abonnés aux services de télévision ²	1 847	1 951	(104)	1 847	1 951	(104)
Services de téléphonie						
Ajouts nets (réductions nettes) d'abonnés	5	(11)	16	(5)	(31)	26
Nombre total d'abonnés aux services de téléphonie ²	1 085	1 119	(34)	1 085	1 119	(34)
Foyers branchés ²	4 173	4 106	67	4 173	4 106	67
Nombre total d'abonnés ³						
Réductions nettes d'abonnés	(6)	(39)	33	(26)	(107)	81
Nombre total d'abonnés ²	5 008	5 078	(70)	5 008	5 078	(70)

¹ Le nombre d'abonnés est un indicateur clé de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² À la clôture de la période.

³ Comprend les abonnés aux services d'accès Internet, de télévision et de téléphonie.

Produits

Les produits sont restés au même niveau pour le trimestre et ont diminué de 1 % depuis le début de l'exercice, essentiellement par suite de ce qui suit :

- la hausse du nombre d'abonnés aux services d'accès Internet;
- l'incidence des modifications tarifaires appliquées au cours de l'exercice;
- facteurs partiellement contrebalancés par la réduction du nombre d'abonnés aux services de télévision et de téléphonie au cours de l'exercice.

Produits tirés des services d'accès Internet

L'augmentation de 15 % des produits tirés des services d'accès Internet au cours du trimestre à l'étude et de 13 % pour la période écoulée depuis le début de l'exercice est attribuable à ce qui suit :

- une migration générale des clients vers des services offrant des vitesses et des capacités supérieures, comme les services d'accès Internet à large bande *ÉLAN*;
- un nombre accru d'abonnés aux services d'accès Internet;
- l'incidence des modifications tarifaires appliquées aux services d'accès Internet;
- facteurs partiellement contrebalancés par le recul des produits tirés de l'utilisation supplémentaire causé par la migration d'une partie des abonnés vers des forfaits à utilisation illimitée à valeur plus élevée.

Produits tirés des services de télévision

Le recul de 7 % des produits tirés des services de télévision au cours du trimestre et du semestre s'explique par les facteurs suivants :

- la diminution du nombre d'abonnés aux services de télévision au cours de l'exercice;
- l'élargissement de l'offre de prix promotionnels aux abonnés;
- facteurs partiellement contrebalancés par l'incidence des modifications tarifaires appliquées aux services de télévision au cours de l'exercice.

Produits tirés des services de téléphonie

Les produits tirés des services de téléphonie ont reculé de 14 % au cours du trimestre et de 15 % depuis le début de l'exercice en raison de ce qui suit :

- l'incidence des forfaits à tarifs réduits liés principalement aux offres groupées *ÉLAN*;
- une diminution du nombre d'abonnés.

Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles sont restées stables au cours du trimestre considéré et ont diminué de 1 % pour le semestre en raison de ce qui suit :

- la diminution des coûts liés aux services;
- l'évolution de la composition des produits vers des services d'accès Internet à marge supérieure au détriment de la télédiffusion conventionnelle;
- diverses mesures visant une hausse de l'efficacité et de la productivité;
- facteurs contrebalancés par des coûts de publicité accrus liés en partie au lancement de la télé 4K.

Résultat d'exploitation ajusté

Le résultat d'exploitation ajusté est resté au même niveau au trimestre considéré et a diminué de manière négligeable pour le semestre en raison des variations des produits et des charges susmentionnées.

SOLUTIONS D'AFFAIRES

Résultats financiers de Solutions d'Affaires

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2016 ¹	2015	Variation en %	2016 ¹	2015	Variation en %
Produits						
Activités de prochaine génération	78	73	7	153	143	7
Activités traditionnelles	17	20	(15)	37	43	(14)
Produits tirés des services	95	93	2	190	186	2
Produits tirés du matériel	2	1	100	3	2	50
Produits	97	94	3	193	188	3
Charges opérationnelles	66	67	(1)	131	133	(2)
Résultat d'exploitation ajusté	31	27	15	62	55	13
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	32,0 %	28,7 %	3,3 pts	32,1 %	29,3 %	2,8 pts
Entrées d'immobilisations corporelles	38	48	(21)	76	81	(6)

¹ Les résultats d'exploitation d'Internetworking Atlantic Inc. sont compris dans les résultats de Solutions d'Affaires depuis sa date d'acquisition, soit le 30 novembre 2015.

Produits

Les produits tirés des services ont augmenté de 2 % au cours du trimestre et du semestre considérés en raison de ce qui suit :

- la poursuite de la mise en œuvre de notre plan visant à accroître les produits tirés des services IP de prochaine génération à marge supérieure à partir des réseaux possédés ou proches;
- facteur partiellement contrebalancé par le déclin persistant de nos services traditionnels et hors réseau de transmission de la voix, tendance qui devrait se poursuivre alors que nous concentrons nos activités sur les occasions que présentent les réseaux possédés ou proches de prochaine génération et que les clients se tournent vers des solutions et services IP plus évolués et plus rentables.

Les services de prochaine génération, qui comprennent les activités de nos centres de données, ont représenté 82 % du total des produits tirés des services au cours du trimestre (78 % en 2015) et 81 % pour le semestre (77 % en 2015).

Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles ont diminué de 1 % au cours du trimestre considéré et de 2 % pour le semestre en raison de la baisse des coûts liés aux services attribuable principalement à une modification de la composition des coûts à mesure que les abonnés délaissent les produits traditionnels à faible marge pour se tourner vers des produits de prochaine génération à marge supérieure.

Résultat d'exploitation ajusté

Le résultat d'exploitation ajusté a augmenté de 15 % pendant le trimestre considéré et de 13 % pour le semestre en raison des variations des produits et des charges mentionnées ci-dessus.

MEDIA

Résultats financiers de Media

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2016	2015	Variation en %	2016	2015	Variation en %
Produits	615	582	6	1 063	1 046	2
Charges opérationnelles	525	492	7	1 022	988	3
Résultat d'exploitation ajusté	90	90	-	41	58	(29)
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	14,6 %	15,5 %	(0,9) pts	3,9 %	5,5 %	(1,6) pts
Entrées d'immobilisations corporelles	13	11	18	31	20	55

Produits

La hausse de 6 % des produits au cours du trimestre considéré et de 2 % depuis le début de l'exercice s'explique par ce qui suit :

- l'augmentation des produits tirés des événements sportifs sous l'effet de la vigueur affichée par Sportsnet et du succès des Blue Jays de Toronto;
- facteur contré en partie par la baisse des produits tirés de la publicité imprimée, radiodiffusée et télédiffusée.

Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles ont augmenté de 7 % au cours du trimestre à l'étude et de 3 % depuis le début de l'exercice en raison de ce qui suit :

- la hausse des coûts liés aux événements sportifs;
- facteur en partie compensé par la réduction des coûts de programmation de la télévision et de la radio conventionnelles attribuable en partie aux économies de coûts liés aux licenciements déjà annoncés.

Résultat d'exploitation ajusté

Le résultat d'exploitation ajusté est resté à peu près le même au trimestre à l'étude, car l'accroissement des produits liés aux sports a compensé la hausse des charges qui s'y rapportent. Pour le semestre considéré, la baisse de 29 % est essentiellement attribuable à la diminution des produits tirés de la publicité conventionnelle au premier trimestre de 2016.

ENTRÉES D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2016	2015	Variation en %	2016	2015	Variation en %
Entrées d'immobilisations corporelles	207	256	(19)	388	436	(11)
Sans-fil	300	254	18	546	478	14
Cable	38	48	(21)	76	81	(6)
Solutions d'Affaires	13	11	18	31	20	55
Media	89	52	71	158	81	95
Siège social						
Total des entrées d'immobilisations corporelles ¹	647	621	4	1 199	1 096	9
Intensité du capital ²	18,7 %	18,2 %	0,5 pts	17,9 %	16,7 %	1,2 pts

¹ Les entrées d'immobilisations corporelles n'incluent pas les dépenses liées aux licences de spectre.

² L'intensité du capital est un indicateur clé de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

Sans-fil

La diminution des entrées d'immobilisations corporelles de Sans-fil au cours du trimestre et du semestre considérés découle principalement des investissements supérieurs consacrés au réseau LTE engagés pendant l'exercice précédent par rapport à l'exercice en cours dans le but d'étendre la couverture du réseau et d'améliorer sa capacité. Au 30 juin 2016, le déploiement de notre réseau LTE de 700 MHz atteignait 89 % de la population canadienne (78 % au 31 décembre 2015). Le réseau LTE de 700 MHz fournit un signal de qualité supérieure dans les sous-sols, les ascenseurs et les bâtiments aux murs de béton épais. Le déploiement de l'ensemble de notre réseau LTE atteignait environ 94 % de la population canadienne au 30 juin 2016 (93 % au 31 décembre 2015).

Cable

L'accroissement des entrées d'immobilisations corporelles enregistré par Cable au cours du trimestre et du semestre considérés découle d'une intensification des investissements dans les infrastructures de réseau en vue d'accroître encore la fiabilité et la qualité du réseau. Nous sommes d'avis que ces améliorations nous permettent de prévenir les exigences de notre clientèle en matière de données, d'élargir la capacité de notre plateforme Internet pour que nous puissions offrir des vitesses d'accès Internet atteignant le gigabit à l'échelle de notre réseau par câble d'ici la fin de l'exercice et enfin, de poser les bases sur lesquelles reposera le lancement prévu de la télévision par IP dans le courant de l'année. Pour le semestre, l'accroissement des entrées d'immobilisations a été en partie compensé par la réduction des dépenses liées aux infrastructures de technologie de l'information et au matériel installé chez l'abonné.

Solutions d'Affaires

La diminution des entrées d'immobilisations corporelles du secteur Solutions d'Affaires enregistrée au cours du trimestre à l'étude et depuis le début de l'exercice s'explique par les investissements consentis dans nos centres de données l'an dernier.

Media

La hausse des entrées d'immobilisations corporelles du secteur Media constatée au cours du trimestre et du semestre considérés découle d'investissements supérieurs effectués au cours de l'exercice dans nos plateformes numériques et nos installations de diffusion.

Siège social

L'augmentation des entrées d'immobilisations corporelles liées au siège social au cours du trimestre et du semestre s'explique par la hausse des dépenses liées aux améliorations apportées à nos divers bureaux et l'augmentation des investissements consacrés à la technologie de l'information.

Intensité du capital

L'intensité du capital a augmenté au cours du trimestre et du semestre en raison de l'accroissement des entrées d'immobilisations corporelles découlant du calendrier des investissements dans notre réseau déjà mentionné, conjugué à la hausse des produits décrite plus haut. Conformément à nos objectifs, que nous avons annoncés le 27 janvier 2016, nous prévoyons toujours une réduction des entrées d'immobilisations corporelles pour l'exercice.

Revue de la performance consolidée

La présente rubrique analyse notre bénéfice net consolidé et d'autres charges qui n'ont pas été analysées au préalable.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2016	2015	Variation en %	2016	2015	Variation en %
Résultat d'exploitation ajusté ¹	1 347	1 337	1	2 448	2 461	(1)
Déduire (ajouter) :						
Rémunération fondée sur des actions	15	14	7	27	26	4
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	572	562	2	1 146	1 121	2
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	27	42	(36)	71	51	39
Charges financières	189	182	4	385	392	(2)
Autres charges (produits)	9	26	(65)	(25)	23	n. s.
Impôt sur le résultat	141	148	(5)	202	230	(12)
Bénéfice net	394	363	9	642	618	4

n. s. : non significatif

¹ Le résultat d'exploitation ajusté est une mesure non conforme aux PCGR et ne doit pas être considéré comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Cette mesure n'est pas définie en vertu des IFRS et n'a pas de signification normalisée et, par conséquent, sa fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de cette mesure et sur la façon dont nous la calculons.

Rémunération fondée sur des actions

Notre charge au titre de la rémunération fondée sur des actions, qui comprend des options sur actions (y compris des droits à l'appréciation d'actions), des unités d'actions de négociation restreinte et des unités d'actions différées, est habituellement attribuable aux éléments suivants :

- l'acquisition des droits aux options sur actions et aux unités d'actions;
- la fluctuation du cours des actions de catégorie B de RCI;
- facteurs contrebalancés par l'incidence de certains instruments de capitaux propres dérivés désignés pour couvrir une partie du risque d'appréciation de la valeur des actions à l'égard de nos programmes de rémunération fondée sur des actions. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet des dérivés liés aux capitaux propres.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2016	2015	2016	2015
Incidence de l'acquisition des droits	18	17	34	29
Incidence des variations du cours	1	10	23	(4)
Dérivés liés aux capitaux propres, déduction faite des intérêts reçus	(4)	(13)	(30)	1
Total de la rémunération fondée sur des actions	15	14	27	26

Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2016	2015	Variation en %	2016	2015	Variation en %
Amortissement des immobilisations corporelles	546	522	5	1 095	1 040	5
Amortissement des immobilisations incorporelles	26	40	(35)	51	81	(37)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, montant total	572	562	2	1 146	1 121	2

Le montant total des amortissements s'est accru au cours du trimestre et du semestre considérés, principalement en raison :

- de l'augmentation globale des entrées d'immobilisations corporelles au cours des dernières années, ce qui a donné lieu à un nombre accru d'actifs amortissables;
- facteur en partie contrebalancé par suite de la fin de l'amortissement de certaines immobilisations incorporelles.

Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges

Pour le trimestre et le semestre, nous avons engagé des frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges de 27 millions de dollars et de 71 millions de dollars, respectivement (42 millions de dollars et 51 millions de dollars en 2015). Les frais ont été moins élevés pour le trimestre à l'étude, car le trimestre correspondant de 2015 comprenait des charges liées à la réorganisation de nos stations de télévision OMNI. Quant à la hausse inscrite pour le semestre considéré, elle correspond essentiellement à des indemnités de départ versées au premier trimestre de 2016 dans le cadre de la restructuration ciblée de nos effectifs.

Charges financières

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2016	2015	Variation en %	2016	2015	Variation en %
Intérêts sur les emprunts ¹	192	186	3	388	382	2
Intérêts sur les passifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	3	2	50	5	5	-
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	-	-	-	-	7	(100)
(Profit) perte de change	(22)	(1)	n. s.	(47)	6	n. s.
Variation de la juste valeur des dérivés	18	-	n. s.	42	2	n. s.
Intérêts inscrits à l'actif	(5)	(7)	(29)	(9)	(15)	(40)
Autres	3	2	50	6	5	20
Total des charges financières	189	182	4	385	392	(2)

¹ Les intérêts sur les emprunts comprennent les intérêts sur la dette à long terme et sur les emprunts à court terme relatifs à notre programme de titrisation des débiteurs.

Intérêts sur les emprunts

Les intérêts sur les emprunts ont été plus élevés pour le trimestre considéré et depuis le début de l'exercice, ce qui découle d'une augmentation de l'encours de la dette (qui a été réduit avant la clôture du trimestre), facteur en partie compensé par la baisse du taux d'intérêt moyen pondéré par suite du rachat de nos billets de premier rang de 1 000 millions de dollars en mai 2016. Il y a lieu de se reporter aux rubriques « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières » et « Situation financière » pour en savoir davantage sur notre dette et sur les charges financières connexes.

Autres charges (produits)

La diminution des autres charges pour le trimestre s'explique par les pertes en capitaux propres découlant de certains investissements et de certaines entreprises inscrites au cours du trimestre correspondant de 2015. Quant à l'augmentation des autres produits pour le semestre, elle tient essentiellement au profit inscrit sur la vente d'un placement.

Impôt sur le résultat

(en millions de dollars, sauf les taux d'impôt)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2016	2015	2016	2015
Taux d'impôt prévu par la loi	26,6 %	26,5 %	26,6 %	26,5 %
Bénéfice avant impôt sur le résultat	535	511	844	848
Charge d'impôt sur le résultat calculée	143	135	225	225
Augmentation (diminution) de l'impôt découlant de ce qui suit :				
Rémunération fondée sur des actions non déductible	-	2	3	-
Ajustement d'impôt sur le résultat, modification des lois fiscales	-	6	3	6
Diminution du taux d'impôt qu'il est prévu d'appliquer à la résorption des différences temporaires	-	-	(18)	-
Tranche non imposable du gain en capital	-	-	(5)	-
Autres éléments	(2)	5	(6)	(1)
Total de l'impôt sur le résultat	141	148	202	230
Taux d'impôt effectif	26,4 %	29,0 %	23,9 %	27,1 %
Impôt sur le résultat en trésorerie payé	18	61	155	256

Pour le trimestre à l'étude, le taux d'impôt effectif n'était pas significativement différent du taux prévu par la loi. Le taux d'impôt effectif du semestre considéré était inférieur au taux prévu par la loi en raison essentiellement d'une diminution du taux d'impôt applicable à certaines différences temporaires découlant d'une modification du mode de recouvrement attendu.

L'impôt sur le résultat en trésorerie payé au cours du trimestre et du semestre a diminué en raison du calendrier des paiements d'acomptes provisionnels.

Bénéfice net

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2016	2015	Variation en %	2016	2015	Variation en %
Bénéfice net	394	363	9	642	618	4
Bénéfice de base par action	0,77 \$	0,70 \$	10	1,25 \$	1,20 \$	4
Bénéfice dilué par action	0,76 \$	0,70 \$	9	1,24 \$	1,19 \$	4

Résultat net ajusté

La façon dont nous calculons le résultat net ajusté à partir du résultat d'exploitation ajusté se présente comme suit :

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2016	2015	Variation en %	2016	2015	Variation en %
Résultat d'exploitation ajusté ¹	1 347	1 337	1	2 448	2 461	(1)
Déduire :						
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	572	562	2	1 146	1 121	2
Charges financières ²	189	182	4	385	385	-
Autres charges ³	9	26	(65)	14	23	(39)
Impôt sur le résultat ⁴	150	155	(3)	213	245	(13)
Résultat net ajusté ¹	427	412	4	690	687	-
Résultat par action de base ajusté ¹	0,83 \$	0,80 \$	4	1,34 \$	1,33 \$	1
Résultat par action dilué ajusté ¹	0,83 \$	0,80 \$	4	1,33 \$	1,33 \$	-

¹ Le résultat d'exploitation ajusté, le résultat net ajusté et le résultat par action de base ajusté et dilué ajusté sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

² Les charges financières ne tiennent pas compte d'une perte de 7 millions de dollars liée aux remboursements sur la dette à long terme pour le semestre clos le 30 juin 2015.

³ Les autres charges du semestre clos le 30 juin 2016 ne tiennent pas compte d'un profit de 39 millions de dollars inscrit à la vente d'un placement.

⁴ L'impôt sur le résultat ne tient pas compte d'un recouvrement de 9 millions de dollars pour le trimestre (recouvrement de 13 millions de dollars en 2015) et d'un recouvrement de 14 millions de dollars pour le semestre (recouvrement de 21 millions de dollars en 2015) lié à l'incidence fiscale des éléments ajustés. Ces recouvrements ont été en partie annulés par des charges de néant découlant des modifications apportées aux lois fiscales pour le trimestre (charges de 6 millions de dollars en 2015) et des charges de 3 millions de dollars pour le semestre (charges de 6 millions de dollars en 2015).

Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières

Activités opérationnelles, activités d'investissement et activités de financement

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2016	2015	2016	2015
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés	1 258	1 360	2 351	2 395
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	35	(44)	(85)	(394)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés	1 293	1 316	2 266	2 001
Impôt sur le résultat payé	(18)	(61)	(155)	(256)
Intérêts payés	(154)	(141)	(392)	(404)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 121	1 114	1 719	1 341
Activités d'investissement				
Entrées d'immobilisations corporelles	(647)	(621)	(1 199)	(1 096)
Entrées de droits de diffusion	(14)	(6)	(24)	(18)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	32	(46)	(105)	(138)
Acquisitions et autres transactions stratégiques, déduction faite de la trésorerie acquise	-	(601)	-	(601)
Autres	47	(22)	7	(34)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(582)	(1 296)	(1 321)	(1 887)
Activités de financement				
Produit tiré des emprunts à court terme	45	38	295	246
Remboursements sur les emprunts à court terme	-	(56)	(45)	(71)
Émission de titres d'emprunt à long terme	1 364	1 792	2 052	3 450
Remboursements sur la dette à long terme	(1 749)	(1 310)	(2 318)	(2 919)
Produit tiré du règlement de dérivés liés à la dette et de contrats à terme	3 302	-	3 757	1 059
Paiements versés au règlement de dérivés liés à la dette et de contrats à terme	(3 325)	-	(3 799)	(905)
Dividendes payés	(247)	(248)	(494)	(483)
(Sorties) entrées de trésorerie liées aux activités de financement	(610)	216	(552)	377
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (Avances bancaires) trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	(71)	34	(154)	(169)
	(72)	(27)	11	176
(Avances bancaires) trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	(143)	7	(143)	7

Activités opérationnelles

L'augmentation de 1 % des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles pour le trimestre est le résultat de la hausse des entrées nettes liées aux éléments hors trésorerie du fonds de roulement et de la baisse de l'impôt sur le résultat en trésorerie en raison du calendrier de versement des acomptes provisionnels, facteurs en partie annulés par l'augmentation des intérêts payés pour le trimestre. Quant à l'augmentation de 28 % enregistrée pour le semestre, elle s'explique en outre par la diminution des intérêts payés.

Activités d'investissement

Entrées d'immobilisations corporelles

Au cours du trimestre et du semestre considérés, nous avons consacré respectivement 647 millions de dollars et 1 199 millions de dollars aux entrées d'immobilisations corporelles, avant la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, soit un montant supérieur à celui des périodes correspondantes de 2015. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Entrées d'immobilisations corporelles » pour plus de précisions.

Acquisitions et autres transactions stratégiques

Au cours de l'exercice précédent, nous avons versé 27 millions de dollars au titre de l'acquisition des licences d'utilisation du spectre de 2 500 MHz, 101 millions de dollars pour le dernier paiement des licences d'utilisation du spectre de Shaw et 473 millions de dollars relativement à notre investissement dans Glentel.

Activités de financement

Titrisation des débiteurs

Nous avons reçu un financement de 45 millions de dollars (38 millions de dollars en 2015) aux termes du programme de titrisation des débiteurs pour le trimestre à l'étude et de 295 millions de dollars (246 millions de dollars en 2015) depuis le début de l'exercice. Pour les mêmes périodes, nous avons effectué des remboursements de néant et de 45 millions de dollars, respectivement (56 millions de dollars et 71 millions de dollars en 2015). Par suite de ces opérations, le total de notre financement aux termes du programme a varié et s'établissait à 1 050 millions de dollars au 30 juin 2016 (800 millions de dollars au 31 décembre 2015).

En juillet 2016, nous avons modifié les modalités de notre programme de titrisation des débiteurs, notamment pour en reporter au 1^{er} janvier 2019 l'expiration, auparavant fixée au 1^{er} janvier 2018.

Facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit

Au cours du trimestre, nous avons prélevé 1 364 millions de dollars (soit 190 millions de dollars et 900 millions de dollars américains; 1 800 millions de dollars en 2015) et remboursé 749 millions de dollars (soit 150 millions de dollars et 469 millions de dollars américains; 1 310 millions de dollars en 2015) sur nos facilités de crédit renouvelable et non renouvelable.

Depuis le début de l'exercice, nous avons prélevé 2 052 millions de dollars (soit 190 millions de dollars et 1 407 millions de dollars américains; 3 460 millions de dollars en 2015) et remboursé 1 318 millions de dollars (soit 650 millions de dollars et 519 millions de dollars américains; 1 860 millions de dollars en 2015) sur nos facilités de crédit renouvelable et non renouvelable.

Au 30 juin 2016, le solde impayé de nos facilités de crédit renouvelable et non renouvelable totalisait 1 187 millions de dollars (soit 40 millions de dollars et 888 millions de dollars américains; 500 millions de dollars au 31 décembre 2015). Certains fonds ont été empruntés en dollars américains pour que nous puissions tirer avantage de l'écart de taux d'intérêt favorable; nous avons conclu des dérivés liés à la dette relativement à ces emprunts pour convertir la totalité des obligations de paiement d'intérêts et de principal en dollars canadiens (il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir de plus amples renseignements).

Au 30 juin 2016, des liquidités s'élevant à 2,2 milliards de dollars (3,0 milliards de dollars au 31 décembre 2015) étaient disponibles dans le cadre de nos facilités de crédit renouvelable et non renouvelable et de lettres de crédit de 3,6 milliards de dollars (3,6 milliards de dollars au 31 décembre 2015). Aux termes de ces facilités, une tranche d'environ 0,1 milliard de dollars (0,1 milliard de dollars au 31 décembre 2015) a été prélevée sous forme de lettres de crédit, lesquelles sont en cours, et une tranche de 1,3 milliard de dollars, sous forme d'emprunts (0,5 milliard de dollars au 31 décembre 2015). Chacune de ces facilités a pour unique garantie le cautionnement de RCCI et a égalité de rang avec la totalité de nos billets de premier rang et débentures.

Le 1^{er} avril 2016, nous avons modifié notre facilité de crédit renouvelable de 2,5 milliards de dollars pour, entre autres, en faire passer la date d'échéance de juillet 2019 à septembre 2020. En parallèle, nous avons aussi modifié la facilité de crédit non renouvelable de 1,0 milliard de dollars pour, entre autres, en faire passer la date d'échéance d'avril 2017 à avril 2018.

Au cours du trimestre et du semestre à l'étude, nous avons remboursé des billets de premier rang d'un montant de 1 000 millions de dollars échéant en mai 2016. Aucun dérivé lié à la dette n'était associé à ces billets libellés en dollars canadiens.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2015, nous avons remboursé ou racheté nos billets de premier rang d'un montant de 550 millions de dollars américains (702 millions de dollars) et de 280 millions de dollars américains (357 millions de dollars) venus à échéance en mars 2015. Au même moment, les dérivés liés à la dette connexes avaient été réglés à l'échéance pour un produit net de 154 millions de dollars, ce qui avait donné lieu à un remboursement net de 905 millions de dollars qui comprenait le règlement des dérivés liés à la dette connexes.

Dividendes

Le tableau suivant indique les dates de déclaration et de versement des dividendes pour nos deux catégories d'actions.

Date de déclaration	Date de clôture des registres	Date de versement	Dividende par action (en \$)	Dividendes payés (en millions de dollars)
27 janvier 2016	13 mars 2016	1 ^{er} avril 2016	0,48	247
18 avril 2016	12 juin 2016	4 juillet 2016	0,48	247
28 janvier 2015	13 mars 2015	1 ^{er} avril 2015	0,48	248
21 avril 2015	12 juin 2015	2 juillet 2015	0,48	247
13 août 2015	11 septembre 2015	1 ^{er} octobre 2015	0,48	247
22 octobre 2015	11 décembre 2015	4 janvier 2016	0,48	247

Flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2016	2015	Variation en %	2016	2015	Variation en %
Résultat d'exploitation ajusté ¹	1 347	1 337	1	2 448	2 461	(1)
Déduire :						
Entrées d'immobilisations corporelles ²	647	621	4	1 199	1 096	9
Intérêts sur les emprunts, déduction faite des intérêts inscrits à l'actif	187	179	4	379	367	3
Impôt sur le résultat en trésorerie ³	18	61	(70)	155	256	(39)
Flux de trésorerie disponibles ¹	495	476	4	715	742	(4)

¹ Le résultat d'exploitation ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

² Les entrées d'immobilisations corporelles ne tiennent pas compte des dépenses liées aux licences d'utilisation du spectre.

³ L'impôt sur le résultat en trésorerie est présenté net des remboursements reçus.

Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 4 % pour le trimestre considéré en raison de l'accroissement du résultat d'exploitation ajusté et de la diminution de l'impôt sur le résultat en trésorerie en raison du calendrier de versement des acomptes provisionnels, facteurs en partie annulés par la hausse des entrées d'immobilisations corporelles en raison du calendrier des investissements dans notre réseau. La diminution de 4 % des flux de trésorerie disponibles depuis le début de l'exercice résulte de la diminution du résultat d'exploitation ajusté.

Aperçu de la situation financière

États consolidés de la situation financière

(en millions de dollars)	Au 30 juin 2016	Au 31 déc. 2015	Variation (en \$)	Variation (en %)	Explication des principales variations
Actifs					
Actifs courants					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	11	(11)	(100)	Se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières » pour obtenir d'autres renseignements.
Débiteurs	1 811	1 792	19	1	n. s.
Stocks	239	318	(79)	(25)	Tient compte d'une diminution des stocks d'appareils sans fil.
Autres actifs courants	373	303	70	23	Tient compte d'une augmentation des charges payées d'avance liée essentiellement aux frais des licences d'utilisation de spectre de Sans-fil.
Partie courante des instruments dérivés	92	198	(106)	(54)	Tient compte des variations des valeurs de marché des dérivés liés à la dette et des dérivés liés aux dépenses essentiellement attribuables à l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, ainsi qu'au règlement et à l'arrivée à échéance de certains dérivés dont il est question à la rubrique « Gestion des risques financiers ».
Total des actifs courants	2 515	2 622	(107)	(4)	
Immobilisations corporelles					
Immobilisations corporelles	11 097	10 997	100	1	Tient compte des entrées d'immobilisations corporelles, contrebalancées par l'amortissement. Se reporter à la rubrique « Entrées d'immobilisations corporelles » pour obtenir d'autres renseignements.
Immobilisations incorporelles	7 173	7 243	(70)	(1)	A trait à l'amortissement des immobilisations incorporelles.
Placements	2 346	2 271	75	3	Tient compte des ajustements de la juste valeur de placements dans des sociétés ouvertes, contrebalancés en partie par la vente d'un placement.
Instruments dérivés	1 681	1 992	(311)	(16)	Se reporter au poste « Partie courante des instruments dérivés » pour obtenir d'autres renseignements.
Autres actifs à long terme	136	150	(14)	(9)	n. s.
Actifs d'impôt différé	8	9	(1)	(11)	n. s.
Goodwill	3 891	3 891	-	-	n. s.
Total des actifs	28 847	29 175	(328)	(1)	
Passifs et capitaux propres					
Passifs courants					
Avances bancaires	143	-	143	n. s.	Se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières » pour obtenir d'autres renseignements.
Emprunts à court terme	1 050	800	250	31	Tient compte du financement net reçu aux termes du programme de titrisation des débiteurs.
Créditeurs et charges à payer	2 584	2 708	(124)	(5)	Tient compte d'une baisse des comptes fournisseurs attribuable au caractère saisonnier des activités et du recul des intérêts courus sur la dette à long terme par suite du calendrier des paiements.
Impôt sur le résultat à payer	234	96	138	144	Tient compte du calendrier des acomptes provisionnels.
Partie courante des provisions	27	10	17	170	n. s.
Produits constatés d'avance	371	388	(17)	(4)	n. s.
Partie courante de la dette à long terme	750	1 000	(250)	(25)	Tient compte de l'arrivée à échéance de nos billets de premier rang de 250 millions de dollars et de 500 millions de dollars en 2017, en partie compensée par le remboursement de billets de premier rang de 1 000 millions de dollars effectué pendant le trimestre.
Partie courante des instruments dérivés	90	15	75	n. s.	Tient compte des variations des valeurs de marché des contrats à terme sur obligations, des dérivés liés aux capitaux propres et des dérivés liés aux dépenses. Se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières » pour obtenir d'autres renseignements.
Total des passifs courants	5 249	5 017	232	5	
Provisions					
Provisions	30	50	(20)	(40)	n. s.
Dette à long terme					
Dette à long terme	15 239	15 870	(631)	(4)	Tient compte principalement d'une réévaluation par suite de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et de l'arrivée à échéance des billets de premier rang de 750 millions de dollars au début de 2017, maintenant classés dans la dette courante. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir d'autres renseignements.
Instruments dérivés	226	95	131	138	Tient compte des variations des valeurs de marché des contrats à terme sur obligations, des dérivés liés à la dette et des dérivés liés aux dépenses essentiellement attribuables à l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir d'autres renseignements.
Autres passifs à long terme	383	455	(72)	(16)	Tient compte d'une diminution du passif lié aux régimes de retraite faisant suite aux cotisations annuelles de l'employeur.
Passifs d'impôt différé	1 795	1 943	(148)	(8)	Tient compte principalement de la résorption de différences temporaires.
Total des passifs	22 922	23 430	(508)	(2)	
Capitaux propres					
Capitaux propres	5 925	5 745	180	3	Tient compte des variations des résultats non distribués et des réserves liées aux capitaux propres.
Total des passifs et des capitaux propres	28 847	29 175	(328)	(1)	

Situation financière

Au 30 juin 2016, nous disposons de liquidités disponibles d'environ 2,2 milliards de dollars (3,3 milliards de dollars au 31 décembre 2015), lesquelles comprenaient :

- un montant de néant en trésorerie et équivalents de trésorerie (0,01 milliard de dollars au 31 décembre 2015);
- un montant de 2,2 milliards de dollars disponible aux termes de nos facilités de crédit bancaire (3,0 milliards de dollars au 31 décembre 2015);
- un montant de néant disponible en vertu de notre programme de titrisation des débiteurs (0,25 milliard de dollars au 31 décembre 2015).

En plus des sources de liquidités disponibles susmentionnées, nous détenons 1 058 millions de dollars de titres de capitaux propres négociables de sociétés cotées en bourse au 30 juin 2016 (966 millions de dollars au 31 décembre 2015).

Au 30 juin 2016, nos emprunts présentaient un coût de financement moyen pondéré de 4,55 % (4,82 % au 31 décembre 2015), et le terme moyen pondéré à l'échéance était de 10,5 années (10,8 années au 31 décembre 2015). Cette réduction comparative de notre taux d'intérêt moyen pondéré tient compte de l'incidence combinée des éléments suivants :

- l'émission en décembre 2015 de billets de premier rang à des taux d'intérêt moindres qu'auparavant;
- une utilisation accrue de nos facilités de crédit bancaire et de notre programme de titrisation de créances au 30 juin 2016;
- le remboursement, en mai 2016, de billets de premier rang qui avaient été émis à des taux d'intérêt plus élevés.

Au 30 juin 2016, les notations de crédit attribuées aux débentures et aux billets de premier rang de RCI en circulation se présentaient comme suit :

- Moody's Ratings Services : Baa1 avec perspective stable (inchangée);
- Standard and Poor's Ratings Services : BBB+ avec perspective stable (inchangée);
- Fitch Ratings : BBB+ avec perspective stable (auparavant avec perspective négative, révisée à la hausse en mai 2016).

Gestion des risques financiers

La présente section doit être lue en parallèle avec la rubrique « Gestion des risques financiers » de notre rapport de gestion annuel de 2015. Nous avons recours à des instruments dérivés pour gérer les risques financiers liés à nos activités commerciales. Nous gérons également notre exposition aux taux d'intérêt fixes et variables et, au 30 juin 2016, nous avons fixé un taux d'intérêt sur 84,3 % de l'encours de notre dette, y compris les emprunts à court terme (90,3 % au 31 décembre 2015). Nous avons recours à des instruments dérivés aux seules fins de la gestion des risques, et non pas à des fins de spéculation.

Dérivés liés à la dette

Au cours du trimestre et depuis le début de l'exercice, nous avons conclu des dérivés liés à la dette relativement aux prélèvements que nous avons effectués sur nos facilités de crédit par suite de l'écart de taux d'intérêt favorable obtenu sur nos emprunts libellés en dollars américains. Nous avons utilisé ces dérivés pour atténuer le risque de change et le risque de taux d'intérêt liés aux montants prélevés sur nos facilités de crédit libellées en dollars américains. En raison de la nature à court terme des dérivés liés à la dette se rapportant aux montants prélevés sur nos facilités de crédit, nous ne les avons pas désignés à titre de couvertures à des fins comptables.

Au cours du trimestre et du semestre à l'étude, nous avons conclu des dérivés liés à la dette se rapportant aux prélèvements effectués sur notre facilité de crédit d'un montant notionnel de 3 073 millions de dollars américains et de 3 797 millions de dollars américains (3 974 millions de dollars et 4 950 millions de dollars), respectivement. Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2015, nous n'avions conclu aucun dérivé lié à la dette se rapportant aux prélèvements effectués sur nos facilités de crédit. Au cours du trimestre et depuis le début de l'exercice, nous avons réglé des dérivés liés à la dette se rapportant aux montants prélevés sur nos facilités de crédit d'un montant notionnel de 2 567 millions de dollars américains et de 2 909 millions de dollars américains (3 325 millions de dollars et 3 799 millions de dollars), respectivement, contre des paiements en trésorerie nets de 23 millions de dollars et de 42 millions de dollars, respectivement.

Se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés à la dette.

Contrats à terme sur obligations

Nous n'avons conclu aucun nouveau contrat à terme sur obligations ni n'avons réglé aucun contrat de ce type au cours du trimestre ou du semestre considérés. Se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos contrats à terme sur obligations.

Dérivés liés aux dépenses

Au 30 juin 2016, les échéances des dérivés liés aux dépenses en cours allaient de juillet 2016 à décembre 2018 (de janvier 2016 à décembre 2017 au 31 décembre 2015).

Au cours du trimestre et du semestre à l'étude, nous avons conclu des contrats de change à terme en dollars américains afin de fixer le cours de change sur un montant de 270 millions de dollars américains et un montant de 690 millions de dollars américains (330 millions de dollars américains et 330 millions de dollars américains en 2015), respectivement, au titre de dépenses libellées en dollars américains que Rogers prévoit engager en 2017 et en 2018. Ces dépenses prévues ont été couvertes à un cours moyen de 1,27 \$ pour 1 \$ US et de 1,34 \$ pour 1 \$ US (1,22 \$ pour 1 \$ US et 1,22 \$ pour 1 \$ US en 2015), respectivement, ce qui fixe à 342 millions de dollars canadiens et à 926 millions de dollars canadiens (403 millions de dollars canadiens et 403 millions de dollars canadiens en 2015), respectivement, le coût de ces dépenses sur la durée des contrats.

Au cours du trimestre et du semestre à l'étude, nous avons réglé des dérivés liés aux dépenses s'élevant à 210 millions de dollars américains et à 420 millions de dollars américains (180 millions de dollars américains et 360 millions de dollars américains en 2015), respectivement, contre 256 millions de dollars américains et 513 millions de dollars américains (198 millions de dollars et 397 millions de dollars en 2015), respectivement.

Se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés aux dépenses.

Dérivés liés aux capitaux propres

Au 30 juin 2016, nous avons conclu des dérivés liés aux capitaux propres à l'égard de 5,7 millions d'actions de catégorie B de RCI (5,7 millions au 31 décembre 2015) assorties d'un cours moyen pondéré de 50,37 \$ (50,37 \$ au 31 décembre 2015).

En avril 2016, nous avons signé des accords de prorogation pour chacun de nos contrats de dérivés liés aux capitaux propres selon des modalités essentiellement identiques, avec des dates d'échéance révisées et maintenant fixées en avril 2017 (auparavant en avril 2016).

Se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés aux capitaux propres.

Évaluation à la valeur de marché

Nous comptabilisons nos dérivés selon leur évaluation à la valeur de marché estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit et calculée conformément aux IFRS.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Au 30 juin 2016			
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Juste valeur (en \$ CA)
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	5 200	1,0401	5 409	1 720
En passifs	1 000	1,3382	1 338	(65)
Dérivés liés à la dette courante non comptabilisés comme des couvertures				
En passifs	888	1,2967	1 151	(4)
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette représentant un actif				1 651
Contrats à terme sur obligations comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En passifs			1 400	(199)
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	570	1,2172	694	42
En passifs	840	1,3498	1 134	(48)
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés aux dépenses représentant un passif				(6)
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures				
En actifs			286	11
Position nette évaluée à la valeur de marché représentant un actif				1 457

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Au 31 décembre 2015			
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Juste valeur (en \$ CA)
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	5 900	1,0755	6 345	2 032
En passifs	300	1,3367	401	(4)
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette représentant un actif				2 028
Contrats à terme sur obligations comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En passifs	-	-	1 400	(91)
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	1 140	1,2410	1 415	158
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures				
En passifs	-	-	286	(15)
Position nette évaluée à la valeur de marché représentant un actif				2 080

Dettes nettes ajustées et ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté

Nous utilisons la dette nette ajustée et le ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital. La dette nette ajustée comprend la dette à long terme, les actifs ou passifs nets au titre des dérivés liés à la dette, les emprunts à court terme et la trésorerie et les équivalents de trésorerie ou avances bancaires.

(en millions de dollars, sauf les ratios)	Au 30 juin 2016	Au 31 décembre 2015
Dettes à long terme ¹	16 095	16 981
Actifs nets au titre des dérivés liés à la dette évalués sans ajustement lié au risque de crédit ²	(1 724)	(2 180)
Emprunts à court terme	1 050	800
Avances bancaires (trésorerie et équivalents de trésorerie)	143	(11)
Dettes nettes ajustées ³	15 564	15 590
Ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté ^{3,4}	3,1	3,1

¹ Compte tenu de la partie courante et de la partie à long terme de la dette à long terme avant toute réduction de la valeur comptable découlant de la méthode de l'acquisition, des coûts de transaction différés et des escomptes. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Rapprochement de la dette nette ajustée » de la section « Mesures non conformes aux PCGR » pour connaître le mode de calcul de ce montant.

² Nous estimons qu'il est souvent l'usage d'inclure dans le calcul de la dette nette ajustée et du ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté les dérivés liés à la dette évalués sans ajustement lié au risque de crédit pour évaluer le niveau d'endettement de même qu'aux fins de l'évaluation à la valeur de marché et de l'exécution de transactions.

³ La dette nette ajustée et le ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté ne sont pas des mesures conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

⁴ Le ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté est calculé en fonction du résultat d'exploitation ajusté des 12 derniers mois consécutifs.

En plus de la trésorerie et de ses équivalents au 30 juin 2016 et au 31 décembre 2015 indiqués plus haut, nous détenons des titres négociables de sociétés cotées en bourse d'une valeur de 1 058 millions de dollars (966 millions de dollars au 31 décembre 2015).

Notre dette nette ajustée a diminué de 0,03 milliard de dollars depuis le 31 décembre 2015, en raison surtout d'une réduction de l'encours de la dette à long terme, en partie annulée par l'utilisation saisonnière plus élevée de la trésorerie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Aperçu de la situation financière » pour obtenir de plus amples renseignements. Notre cible à long terme de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté se situe dans une fourchette de 2,0 à 2,5.

Actions ordinaires en circulation

	Au 30 juin 2016	Au 31 décembre 2015
Actions ordinaires en circulation ¹		
De catégorie A avec droit de vote	112 414 092	112 438 692
De catégorie B sans droit de vote	402 332 576	402 307 976
Total des actions ordinaires	514 746 668	514 746 668
Options d'achat d'actions de catégorie B sans droit de vote		
Options en circulation	5 164 435	4 873 940
Options en circulation exerçables	2 372 958	2 457 005

¹ Les porteurs de nos actions de catégorie B sans droit de vote ont le droit d'être convoqués à toute assemblée des actionnaires et d'y assister; toutefois, sauf dans la mesure prévue par la législation ou les règlements de marchés boursiers, ils n'ont pas de droit de vote lors d'une telle assemblée. Si une offre est déposée en vue d'acheter les actions de catégorie A avec droit de vote en circulation, aucune exigence en vertu de la législation applicable ou de nos actes constitutifs ne stipule qu'une offre doit être faite à l'égard des actions de catégorie B sans droit de vote en circulation et il n'y a aucune clause de protection à l'intention des actionnaires aux termes de nos actes constitutifs. Si une offre est déposée en vue d'acheter des actions des deux catégories d'actions, les modalités de l'offre peuvent être différentes pour les actions de catégorie A avec droit de vote et pour celles des actions de catégorie B sans droit de vote.

Engagements et obligations contractuelles

Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2015 pour obtenir un résumé de nos principales obligations aux termes d'accords contractuels fermes, notamment les engagements de paiements futurs découlant d'emprunts à long terme et de contrats de location simple, lesquels sont également analysés aux notes 16, 21 et 29 afférentes à nos états financiers consolidés audités annuels pour 2015.

Sauf indication contraire dans le présent rapport de gestion, aucune modification significative n'a été apportée à nos principales obligations contractuelles, telles qu'elles sont présentées dans notre rapport de gestion annuel de 2015, depuis le 31 décembre 2015.

Évolution de la réglementation

La réglementation d'importance qui influait sur nos activités en date du 11 février 2016 est présentée dans notre rapport de gestion annuel de 2015. Les principales modifications concernant la réglementation survenues depuis la publication dudit rapport de gestion sont présentées ci-dessous.

Établissement des coûts et des tarifs des services d'accès Internet de gros

Le 31 mars 2016, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (le « CRTC ») a rendu publique sa décision faisant suite à l'examen des données pour l'établissement des coûts et du processus de demande relatif aux services d'accès haute vitesse de gros (Décision de télécom CRTC 2016-117). Le CRTC a déterminé que les tarifs de télécommunication de gros payés par des fournisseurs concurrents n'étaient plus appropriés et a exigé que tous les fournisseurs de services d'accès haute vitesse de gros déposent de nouvelles études de coûts présentant les tarifs proposés pour approbation définitive. Le CRTC a aussi rendu provisoires tous les tarifs d'accès Internet de gros actuellement approuvés à compter de la date de la décision. Le CRTC évaluera dans quelle mesure la rétroactivité, s'il y a lieu, s'appliquera quand de nouvelles études de coûts auront été présentées à l'appui des demandes visant la révision des tarifs pour des services d'accès haute vitesse de gros. Le 30 juin 2016, nous avons présenté au CRTC nos nouvelles études de coûts, dans lesquelles sont exposés les tarifs proposés.

Distribution des services de télévision

Le 1^{er} mars 2016, la première phase du mandat imposé par le CRTC aux distributeurs d'offrir un service de télévision d'entrée de gamme de base à 25 \$ par mois (matériel en sus) est entrée en vigueur. Depuis le 1^{er} mars 2016, nous offrons un service d'entrée de gamme de base composé de canaux canadiens locaux, des services obligatoires nationaux, du canal communautaire et des canaux des assemblées législatives provinciales et des principaux réseaux américains (4+1). Nous proposons aussi des forfaits plus petits à prix raisonnables composés de canaux spécialisés et de chaînes à supplément. D'ici au 1^{er} décembre 2016, nous devons également offrir tous les canaux spécialisés et les chaînes à supplément « à la carte ».

Le 24 mai 2016, le CRTC a publié un avis de consultation (l'Avis de consultation de radiodiffusion CRTC 2016-197) annonçant la tenue d'une audience sur les demandes de renouvellement de licences des entreprises de distribution de radiodiffusion (les « EDR »), dont Rogers fait partie. L'instance, qui commencera le 7 septembre 2016, passera aussi en revue les pratiques de toutes les EDR détentrices de licences en ce qui concerne les exigences relatives aux services d'entrée de gamme de base et aux assemblages souples mentionnées ci-dessus et entrées en vigueur le 1^{er} mars 2016.

Différenciation des prix relatifs aux forfaits de données Internet

Le 18 mai 2016, le CRTC a amorcé une instance (l'Avis de consultation de télécom CRTC 2016-192) en vue d'examiner les questions de politique entourant le recours à des pratiques de différenciation des prix par les fournisseurs de services Internet canadiens dans le cadre de la fourniture de forfaits de données Internet. Cette instance découle d'une demande présentée par plusieurs parties concernant les pratiques de tarification empruntées par Vidéotron au moment d'offrir à ses clients de services mobiles sans fil le service Musique illimitée. Le CRTC a l'intention d'établir une politique de réglementation claire et transparente relativement aux pratiques de différenciation des prix à l'égard des forfaits de données Internet. L'instance comprend une audience avec comparution devant commencer le 31 octobre 2016.

Décision du CRTC sur la télévision locale et communautaire

Le 15 juin 2016, le CRTC a rendu publique sa décision sur le cadre politique relatif à la télévision locale et communautaire (la Politique réglementaire de radiodiffusion CRTC 2016-224). Le CRTC a élaboré un nouveau modèle de contributions des EDR à la programmation canadienne, qui doit entrer en vigueur le 1^{er} septembre 2017. Les contributions annuelles resteront fixées à 5 % des produits bruts annuels de radiodiffusion; cependant, jusqu'à 1,5 % de ce montant (c'était 2 % auparavant) pourra servir à financer la programmation des chaînes communautaires. De ces produits, une partie de 0,3 % doit désormais être attribuée au nouveau Fonds pour les nouvelles locales indépendantes destiné à financer les stations de télévision locales, tandis que le reste du financement continuera d'alimenter le Fonds des médias du Canada et les fonds de production indépendants. Cette décision donnera aux EDR qui exploitent des chaînes communautaires sur certains grands marchés comme Montréal, Toronto, Edmonton, Calgary ou Vancouver la possibilité de réallouer les produits tirés des chaînes communautaires de ces grands marchés au financement de la programmation de leurs chaînes communautaires sur les petits marchés ou au financement des nouvelles locales sur les chaînes de télévision (comme City, dans le cas de Rogers), si elles le souhaitent.

Mise à jour sur les risques et les incertitudes

Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2015 pour une analyse des risques et incertitudes significatifs susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur nos activités et nos résultats financiers au 11 février 2016, lesquels doivent être étudiés à la lumière du présent rapport de gestion trimestriel intermédiaire. Les litiges susceptibles de contribuer à ces risques et incertitudes sont les suivants :

Frais d'accès au système – Saskatchewan

En 2004, un recours collectif a été intenté contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan. Le recours collectif a trait aux frais d'accès au système que les fournisseurs de services sans fil facturent à certains de leurs clients. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et en dommages punitifs, à savoir le remboursement de tous les frais d'accès au système déboursés.

En 2007, la Cour de la Saskatchewan a accueilli la proposition des demandeurs afin que la poursuite soit autorisée à titre de recours collectif avec option d'adhésion à l'échelle nationale dans le cadre duquel les clients concernés hors de la Saskatchewan doivent prendre des mesures précises pour prendre part aux procédures. En 2008, la requête de la Société visant une suspension de la poursuite en vertu de la clause d'arbitrage incluse dans les contrats de service sans fil a été acceptée. La Cour de la Saskatchewan a déclaré que son ordonnance visant l'autorisation de la poursuite excluait du recours collectif les clients liés par une clause d'arbitrage.

En 2009, les avocats des demandeurs ont entrepris une deuxième poursuite en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan au motif des mêmes allégations que dans la poursuite initiale. Si la demande est acceptée, cette deuxième poursuite serait une poursuite d'« option de refus ». En 2009, la Cour a ordonné la suspension conditionnelle de la deuxième poursuite parce que celle-ci constituait un abus de procédure.

En 2013, les demandeurs ont déposé une demande d'ordonnance pour que la deuxième poursuite visant les frais d'accès au système soit autorisée à aller de l'avant. Cependant, la Cour a rejeté la demande de prolongation et la deuxième poursuite demeure assujettie à une suspension conditionnelle.

Au moment où le recours collectif intenté en Saskatchewan a été engagé en 2004, des réclamations correspondantes ont été déposées auprès de plusieurs administrations au Canada bien que les demandeurs n'aient pris aucune mesure concrète. En 2014, la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse a refusé de suspendre ou de rejeter la réclamation correspondante intentée par les demandeurs en Nouvelle-Écosse pour cause d'abus de procédure. En avril 2015, la Cour d'appel de la Nouvelle-Écosse a suspendu définitivement la réclamation intentée en Nouvelle-Écosse. Les demandeurs demandent l'autorisation d'en appeler à la Cour suprême du Canada. La Cour du Banc de la Reine du Manitoba a suspendu inconditionnellement la réclamation correspondante intentée au Manitoba pour cause d'abus de procédure. La Cour d'appel du Manitoba a rejeté l'appel déposé par le demandeur à l'égard de cette décision. La Cour d'appel de la Colombie-Britannique a rendu une décision similaire. En 2015, la Cour du Banc de la Reine de l'Alberta a refusé de rejeter la réclamation correspondante intentée en Alberta. En octobre 2015, la Cour d'appel de l'Alberta a autorisé notre appel et rejeté la réclamation intentée en Alberta. Les demandeurs demandent l'autorisation d'en appeler à la Cour suprême du Canada des décisions rendues par les cours d'appel de la Nouvelle-Écosse, du Manitoba et de l'Alberta. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

Frais d'accès au système – Colombie-Britannique

En décembre 2011, un recours collectif a été intenté en Colombie-Britannique contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada en réponse aux frais d'accès au système que les fournisseurs de services sans fil facturent à certains de leurs clients. Le recours collectif avait trait, entre autres, à des allégations de fausses représentations contraires à la *Business Practices and Consumer Protection Act* de la Colombie-Britannique. Les demandeurs cherchaient notamment à obtenir des remboursements indéterminés en dommages de droit et la restitution. En juin 2014, la Cour a rejeté la demande de certification des demandeurs, déclarant que rien dans l'expression *frais d'accès au système* ne suggère qu'il s'agit de frais devant être remis au gouvernement. Un appel déposé par les demandeurs a été rejeté en 2015 par la Cour d'appel de la Colombie-Britannique, qui a estimé que la conclusion du juge de première instance était irréfutable. Les demandeurs ont interjeté appel auprès de la Cour suprême du Canada, mais cette dernière a rejeté la demande d'autorisation. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

Frais liés au service d'urgence 911

En juin 2008, un recours collectif a été intenté en Saskatchewan contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada. La poursuite concerne des allégations, notamment, de rupture de contrat, de fausse déclaration et de publicité mensongère relativement aux frais du service 911 facturés par la Société et d'autres fournisseurs de services de communication sans fil au Canada. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et la restitution. Les demandeurs tentent d'obtenir une ordonnance attestant que la poursuite constitue un recours collectif en Saskatchewan. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

Appareils cellulaires

En juillet 2013, un recours collectif a été intenté en Colombie-Britannique contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada et des fabricants d'appareils sans fil. Le recours collectif a trait aux effets néfastes allégués sur la santé subis par des utilisateurs d'appareils cellulaires de longue date. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et en dommages punitifs, à savoir le remboursement d'un montant égal aux produits réalisés par les défendeurs pouvant raisonnablement être attribués à la vente de téléphones cellulaires au Canada. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

Issue des procédures

L'issue de l'ensemble des poursuites et réclamations intentées contre la Société, y compris celle des cas précités, dépend de leur règlement futur, notamment des incertitudes inhérentes aux litiges. Il nous est impossible de prédire l'issue ou l'ampleur des réclamations en raison de divers facteurs et incertitudes liés aux procédures judiciaires. À la lumière de l'information dont nous disposons actuellement, nous sommes d'avis qu'il n'est pas probable que le règlement final de l'une ou l'autre de ces poursuites et réclamations, prises séparément ou dans leur ensemble, ait une incidence défavorable significative sur nos activités, nos résultats financiers ou notre situation financière. S'il devient probable que la Société sera tenue responsable des réclamations déposées contre elle, nous comptabiliserons une provision dans la période au cours de laquelle le changement de probabilité surviendrait; une telle provision pourrait être significative en regard de nos états consolidés du résultat net ou de nos états consolidés de la situation financière.

Estimations et méthodes comptables critiques

Notre rapport de gestion annuel de 2015, ainsi que nos états financiers consolidés audités annuels de 2015 et les notes y afférentes présentent une analyse des estimations et méthodes comptables qui sont critiques pour l'appréciation de nos activités commerciales et de nos résultats opérationnels.

Nouvelles prises de position en comptabilité adoptées en 2016

Nous avons adopté les nouvelles normes comptables et les modifications de normes suivantes; elles sont en vigueur pour nos états financiers consolidés intermédiaires et annuels ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016. Ces changements n'ont pas eu d'incidence significative sur nos résultats financiers.

- Modifications de l'IAS 16, *Immobilisations corporelles*, et de l'IAS 38, *Immobilisations incorporelles*
- Modifications de l'IFRS 11, *Partenariats*

Récents prises de position en comptabilité n'ayant pas encore été adoptées

Nous sommes tenus d'adopter les normes comptables nouvelles ou révisées suivantes au plus tôt le 1^{er} janvier 2016 ou par la suite. La Société a entrepris d'évaluer l'incidence des normes nouvelles ou révisées sur ses prochains états financiers consolidés intermédiaires et annuels.

- IFRS 9, *Instruments financiers* (entrée en vigueur : le 1^{er} janvier 2018)
- IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (entrée en vigueur : le 1^{er} janvier 2018)
- IFRS 16, *Contrats de location* (entrée en vigueur : le 1^{er} janvier 2019)

Nous n'avons pas encore adopté certaines autres normes, interprétations et modifications comptables qui ont été publiées, mais qui ne sont pas encore en vigueur. Il y a lieu de se reporter à nos états financiers consolidés audités annuels de 2015 et aux notes y afférentes pour de plus amples renseignements.

Transactions entre parties liées

Nous avons conclu des transactions avec des sociétés dont les associés ou les hauts dirigeants siègent au conseil d'administration de RCI. Ces administrateurs sont :

- le président du conseil non membre de la direction d'un cabinet d'avocats qui offre une portion de nos services juridiques;
- le président du conseil d'une entreprise qui offre des services d'impression à la Société;
- le président du conseil et chef de la direction d'une société à laquelle la Société verse des commissions sur les primes d'assurance (il a cessé d'être une partie liée depuis avril 2015).

Ces transactions sont inscrites au montant convenu par les parties liées et sont examinées par le comité d'audit et de risque. Les montants exigibles pour ces services ne sont pas garantis, ne portent pas intérêt et leur paiement est exigible en trésorerie dans le mois suivant la date de transaction. Les activités menées par les parties liées relativement aux transactions susmentionnées se résument comme suit :

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2016	2015	2016	2015
Paiements au titre de services d'impression et de services juridiques et commissions versées sur les primes d'assurance	6	7	11	17

La Société a également conclu certaines transactions avec son actionnaire détenant le contrôle et avec les sociétés qu'il contrôle. Ces transactions sont assujetties à des ententes officielles approuvées par le comité d'audit et de risque. Le total des montants versés à ces parties liées rend généralement compte de charges imputées à Rogers relativement à l'utilisation commerciale occasionnelle d'un aéronef, déduction faite d'autres services administratifs, et a été inférieur à 1 million de dollars pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2016 et 2015.

Contrôles et procédures

Aucun changement n'est survenu dans les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours du trimestre à l'étude qui aurait eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société.

Caractère saisonnier

Nos résultats opérationnels varient généralement d'un trimestre à l'autre en raison notamment des changements de conjoncture économique et des fluctuations saisonnières touchant chacun de nos secteurs à présenter. Cela signifie que les résultats d'un trimestre ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats d'un trimestre ultérieur. Les activités de Sans-fil, de Cable et de Media comportent des aspects saisonniers, ainsi que certaines tendances historiques, qui leur sont propres. Pour en savoir davantage sur les tendances saisonnières de nos secteurs à présenter, il y a lieu de se reporter au rapport de gestion annuel de 2015 de la Société.

Prévisions financières

Nous n'avons apporté aucune modification aux fourchettes prévisionnelles consolidées en ce qui a trait aux produits, au résultat d'exploitation ajusté, aux flux de trésorerie disponibles et aux entrées d'immobilisations corporelles qui ont été présentées le 27 janvier 2016. Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « À propos des énoncés prospectifs » paraissant dans le présent rapport de gestion et dans le rapport de gestion annuel de 2015. Le résultat d'exploitation ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

Indicateurs clés de performance

Nous mesurons le succès de notre stratégie à l'aide d'un certain nombre d'indicateurs clés de performance, qui sont définis et analysés dans notre rapport de gestion annuel de 2015 et dans le présent rapport de gestion. La Société estime que ces indicateurs clés de performance lui permettent de mesurer adéquatement sa performance par rapport à sa stratégie opérationnelle, de même que par rapport aux résultats de ses pairs et de ses concurrents. Ces indicateurs ne sont pas des mesures conformes aux IFRS et ne doivent pas être considérés comme des substituts au bénéfice net ni à tout autre indicateur de performance conforme aux IFRS. Ils comprennent les éléments suivants :

- les nombres d'abonnés;
- les taux d'attrition des abonnés;
- les produits moyens par compte (PMPC) des services facturés;
- les produits moyens par abonné (PMPA) mixtes;
- l'intensité du capital.

Mesures non conformes aux PCGR

Nous utilisons les mesures non conformes aux PCGR suivantes, qui sont revues périodiquement par la direction et le conseil, pour évaluer la performance de la Société et prendre des décisions au sujet des activités courantes de la Société et de sa capacité à générer des flux de trésorerie. Ces mesures, en totalité ou en partie, peuvent également être utilisées par les investisseurs, les institutions prêteuses et les agences de notation à titre d'indicateurs de la performance opérationnelle de la Société, de sa capacité à contracter ou à rembourser des emprunts et à titre de mesures d'évaluation des entreprises œuvrant dans le secteur des télécommunications. Ces mesures ne sont pas des mesures conformes aux PCGR et n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine.

Mesure non conforme aux PCGR	Raison de son utilisation	Calcul	Mesure financière la plus comparable en IFRS
Résultat d'exploitation ajusté Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	<ul style="list-style-type: none"> Pour évaluer la performance de nos activités et pour prendre des décisions à l'égard des activités courantes de l'entreprise et de notre capacité à générer des flux de trésorerie. Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent le résultat d'exploitation ajusté pour mesurer notre capacité à rembourser nos emprunts et à honorer nos autres obligations de paiement. Nous l'utilisons également à titre de composante du calcul de la rémunération incitative à court terme de tous les membres du personnel de direction. 	<p>Résultat d'exploitation ajusté : Bénéfice net <i>Plus (moins) les éléments suivants</i> impôt sur le résultat, autres charges (produits), charges financières, frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, rémunération fondée sur des actions et dépréciation d'actifs</p> <p>Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée : Résultat d'exploitation ajusté <i>Divisé par l'élément suivant</i> Produits (produits tirés des services de Sans-fil)</p>	Bénéfice net
Résultat net ajusté Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté	<ul style="list-style-type: none"> Pour évaluer la performance de nos activités compte non tenu de l'incidence des éléments indiqués puisque ceux-ci nuisent à la comparabilité de nos résultats financiers et pourraient fausser l'analyse des tendances relatives à la performance de nos activités. Exclure ces éléments ne signifie pas qu'ils ne sont pas récurrents. 	<p>Résultat net ajusté : Bénéfice net <i>Plus (moins) les éléments suivants</i> rémunération fondée sur des actions, frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, dépréciation d'actifs, (profit) sur la vente de placements, (profit) sur les acquisitions, perte liée aux obligations d'achat liées à la participation ne donnant pas le contrôle, perte liée aux remboursements sur la dette à long terme et ajustements d'impôt sur le résultat liés à ces éléments, y compris les ajustements liés aux modifications législatives</p> <p>Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté : Résultat net ajusté <i>Divisé par l'élément suivant</i> nombre moyen pondéré d'actions en circulation, avant et après dilution</p>	Bénéfice net Bénéfice de base et dilué par action
Flux de trésorerie disponibles	<ul style="list-style-type: none"> Indicateur important de la solidité et de la performance financières de notre entreprise puisqu'il fait état du montant en trésorerie disponible aux fins de remboursement de la dette ou de réinvestissement dans la Société. Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent les flux de trésorerie disponibles pour évaluer une entreprise et ses actifs sous-jacents. 	Résultat d'exploitation ajusté <i>Moins les éléments suivants</i> entrées d'immobilisations corporelles, intérêts sur les emprunts déduction faite des intérêts inscrits à l'actif et impôt sur le résultat en trésorerie	Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles
Dette nette ajustée	<ul style="list-style-type: none"> Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions en lien avec la structure du capital. Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de la Société et à évaluer notre endettement. 	Total de la dette à long terme <i>Plus (moins) les éléments suivants</i> partie courante de la dette à long terme, coûts de transaction différés et escomptes, (actifs) passifs nets au titre des dérivés liés à la dette, ajustement lié au risque de crédit relativement à la position nette au titre des dérivés liés à la dette, avances bancaires (trésorerie et équivalents de trésorerie) et emprunts à court terme	Dette à long terme
Ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté	<ul style="list-style-type: none"> Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital. Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de la Société et à évaluer notre endettement. 	Dette nette ajustée (selon la définition fournie ci-dessus) <i>Divisée par l'élément suivant</i> résultat d'exploitation ajusté des 12 derniers mois (selon la définition fournie ci-dessus)	Dette à long terme divisée par le bénéfice net

Rapprochement du résultat d'exploitation ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2016	2015	2016	2015
Bénéfice net	394	363	642	618
Ajouter (déduire) :				
Impôt sur le résultat	141	148	202	230
Autres charges (produits)	9	26	(25)	23
Charges financières	189	182	385	392
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	27	42	71	51
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	572	562	1 146	1 121
Rémunération fondée sur des actions	15	14	27	26
Résultat d'exploitation ajusté	1 347	1 337	2 448	2 461

Rapprochement de la marge bénéficiaire opérationnelle ajustée

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2016	2015	2016	2015
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée				
Résultat d'exploitation ajusté	1 347	1 337	2 448	2 461
Divisé par le total des produits	3 455	3 403	6 700	6 578
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	39,0 %	39,3 %	36,5 %	37,4 %

Rapprochement du résultat net ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2016	2015	2016	2015
Bénéfice net	394	363	642	618
Ajouter (déduire) :				
Rémunération fondée sur des actions	15	14	27	26
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	27	42	71	51
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	-	-	-	7
Profit sur la vente d'un placement	-	-	(39)	-
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	(9)	(13)	(14)	(21)
Ajustement fiscal, modification des lois fiscales	-	6	3	6
Résultat net ajusté	427	412	690	687

Rapprochement du résultat par action ajusté

(en millions de dollars, sauf les montants par action; nombre d'actions en circulation en millions)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2016	2015	2016	2015
Résultat par action de base ajusté :				
Résultat net ajusté	427	412	690	687
Diviser par :				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	515	515	515	515
Résultat par action de base ajusté	0,83 \$	0,80 \$	1,34 \$	1,33 \$
Résultat par action dilué ajusté :				
Résultat net ajusté	427	412	690	687
Diviser par :				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation après dilution	517	516	517	517
Résultat par action dilué ajusté	0,83 \$	0,80 \$	1,33 \$	1,33 \$

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2016	2015	2016	2015
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 121	1 114	1 719	1 341
Ajouter (déduire) :				
Entrées d'immobilisations corporelles	(647)	(621)	(1 199)	(1 096)
Intérêts sur les emprunts, déduction faite des intérêts inscrits à l'actif	(187)	(179)	(379)	(367)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	27	42	71	51
Intérêts payés	154	141	392	404
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(35)	44	85	394
Autres ajustements	62	(65)	26	15
Flux de trésorerie disponibles	495	476	715	742

Rapprochement de la dette nette ajustée et du ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté

(en millions de dollars)	Au	Au
	30 juin	31 décembre
	2016	2015
Partie courante de la dette à long terme	750	1 000
Dette à long terme	15 239	15 870
Coûts de transaction différés et escomptes	106	111
	16 095	16 981
Ajouter (déduire) :		
Actifs nets au titre des dérivés liés à la dette	(1 651)	(2 028)
Ajustement lié au risque de crédit relativement à la position nette au titre des dérivés liés à la dette représentant un actif	(73)	(152)
Emprunts à court terme	1 050	800
Avances bancaires (trésorerie et équivalents de trésorerie)	143	(11)
Dette nette ajustée	15 564	15 590
(en millions de dollars, sauf les ratios)	Au	Au
	30 juin	31 décembre
	2016	2015
Ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté		
Dette nette ajustée	15 564	15 590
Diviser par : Résultat d'exploitation ajusté des 12 derniers mois	5 019	5 032
Ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté	3,1	3,1

Information complémentaire

Résultats financiers consolidés - sommaire trimestriel

Le tableau ci-après présente nos résultats consolidés pour les huit derniers trimestres.

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2016		2015				2014	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Produits								
Sans-fil	1 931	1 890	1 981	1 973	1 903	1 794	1 898	1 880
Cable	870	856	855	871	869	870	871	864
Solutions d'Affaires	97	96	95	94	94	94	97	96
Media	615	448	560	473	582	464	544	440
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(58)	(45)	(39)	(27)	(45)	(47)	(44)	(28)
Total des produits	3 455	3 245	3 452	3 384	3 403	3 175	3 366	3 252
Résultat d'exploitation ajusté								
Sans-fil	846	763	754	879	841	765	725	888
Cable	415	393	426	416	414	402	424	409
Solutions d'Affaires	31	31	30	31	27	28	34	32
Media	90	(49)	56	58	90	(32)	78	23
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(35)	(37)	(40)	(39)	(35)	(39)	(28)	(40)
Résultat d'exploitation ajusté¹	1 347	1 101	1 226	1 345	1 337	1 124	1 233	1 312
Déduire (ajouter) :								
Rémunération fondée sur des actions	15	12	16	13	14	12	12	9
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	572	574	580	576	562	559	560	533
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	27	44	23	37	42	9	43	91
Charges financières	189	196	192	190	182	210	202	202
Autres charges (produits)	9	(34)	4	(59)	26	(3)	(10)	12
Bénéfice net avant impôt sur le résultat	535	309	411	588	511	337	426	465
Impôt sur le résultat	141	61	112	124	148	82	129	133
Bénéfice net	394	248	299	464	363	255	297	332
Bénéfice par action								
De base	0,77 \$	0,48 \$	0,58 \$	0,90 \$	0,70 \$	0,50 \$	0,58 \$	0,64 \$
Dilué	0,76 \$	0,48 \$	0,58 \$	0,90 \$	0,70 \$	0,48 \$	0,57 \$	0,64 \$
Bénéfice net	394	248	299	464	363	255	297	332
Ajouter (déduire) :								
Rémunération fondée sur des actions	15	12	16	13	14	12	12	9
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	27	44	23	37	42	9	43	91
Profit sur l'acquisition de Mobility	-	-	-	(102)	-	-	-	-
Perte liée à une obligation d'achat liée à la participation ne donnant pas le contrôle	-	-	-	72	-	-	-	-
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	-	-	-	-	-	7	-	-
Profit sur la vente d'un placement	-	(39)	-	-	-	-	-	-
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	(9)	(5)	(7)	(12)	(13)	(8)	(11)	(27)
Ajustement d'impôt sur le résultat, modification des lois fiscales	-	3	-	-	6	-	14	-
Résultat net ajusté¹	427	263	331	472	412	275	355	405
Résultat par action ajusté ¹								
De base	0,83 \$	0,51 \$	0,64 \$	0,92 \$	0,80 \$	0,53 \$	0,69 \$	0,79 \$
Dilué	0,83 \$	0,51 \$	0,64 \$	0,91 \$	0,80 \$	0,53 \$	0,69 \$	0,78 \$
Entrées d'immobilisations corporelles	647	552	773	571	621	475	664	638
Flux de trésorerie disponibles ¹	495	220	274	660	476	266	275	370
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 121	598	950	1 456	1 114	227	1 031	1 057

¹ Le résultat d'exploitation ajusté, le résultat net ajusté, le résultat par action de base ajusté et dilué ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

Sommaire de l'information financière du garant de la dette à long terme

Nos titres d'emprunt publics en circulation, nos facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit de 3,6 milliards de dollars et nos dérivés sont des obligations non garanties de RCI, en sa qualité de débiteur, et de RCCI, en sa qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas.

Le tableau qui suit fournit un sommaire des principales données financières consolidées non auditées de RCI pour les périodes indiquées et inclut des colonnes distinctes pour : i) RCI, ii) RCCI, iii) les filiales non garanties, sur une base combinée, iv) les ajustements de consolidation et v) les totaux consolidés.

Trimestres clos les 30 juin (non audité) (en millions de dollars)	RCI 1.2		RCCI 1.2.3.4		Filiales non garantes 1.2.4		Ajustements de consolidation 1.2		Totaux	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Données tirées de l'état du résultat net										
Produits	2	6	2 897	2 863	620	588	(64)	(54)	3 455	3 403
Bénéfice net (perte nette)	394	363	337	381	273	216	(610)	(597)	394	363
Semestres clos les 30 juin (non audité) (en millions de dollars)	RCI 1.2		RCCI 1.2.3.4		Filiales non garantes 1.2.4		Ajustements de consolidation 1.2		Totaux	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Données tirées de l'état du résultat net										
Produits	7	12	5 740	5 618	1 072	1 058	(119)	(110)	6 700	6 578
Bénéfice net (perte nette)	642	618	451	708	498	479	(949)	(1 187)	642	618
À la clôture de la période (non audité) (en millions de dollars)	RCI 1.2		RCCI 1.2.3.4		Filiales non garantes 1.2.4		Ajustements de consolidation 1.2		Totaux	
	30 juin 2016	31 déc. 2015	30 juin 2016	31 déc. 2015	30 juin 2016	31 déc. 2015	30 juin 2016	31 déc. 2015	30 juin 2016	31 déc. 2015
Données tirées de l'état de la situation financière										
Actifs courants	23 518	23 891	19 574	19 322	8 421	8 331	(48 998)	(48 922)	2 515	2 622
Actifs non courants	28 148	27 270	39 055	36 862	5 847	8 236	(46 718)	(45 815)	26 332	26 553
Passifs courants	25 055	24 024	26 122	25 951	4 717	5 609	(50 645)	(50 567)	5 249	5 017
Passifs non courants	17 188	17 928	1 750	1 655	86	259	(1 351)	(1 429)	17 673	18 413

¹ Aux fins du tableau ci-dessus, les placements dans des filiales sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

² Les montants présentés au titre des passifs courants et des passifs non courants de RCCI n'incluent pas les obligations découlant du fait d'agir en qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas, de la dette à long terme de RCI.

³ Le 1^{er} janvier 2016, Fido Solutions Inc., filiale de RCI, a transféré sa participation dans RCP à Rogers Cable and Data Centres Inc. (« RCDCI »), filiale de RCI, ce qui a fait de RCDCI le seul détenteur de RCP, cette dernière cessant de ce fait d'exister (la « dissolution »). RCDCI est devenue seule propriétaire des actifs précédemment détenus par RCP, dont elle a également repris tous les passifs. Après cette réorganisation, RCDCI a pris le nom de Rogers Communications Canada Inc (« RCCI »).

⁴ L'information financière de RCCI et de nos filiales non garanties au 31 décembre 2015 et pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2015 est présentée sur une base pro forma comme si la dissolution de RCP avait eu lieu le 1^{er} janvier 2015.

À propos des énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion contient de l'information prospective et des énoncés prospectifs, au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables (ensemble, les « énoncés prospectifs »), et des hypothèses concernant, notamment, les activités, les activités opérationnelles ainsi que la performance et la situation financières de la Société, qui ont été approuvées par la direction à la date du présent rapport de gestion. Ces énoncés prospectifs et hypothèses comprennent, notamment, des énoncés sur les objectifs de la Société et ses stratégies pour les atteindre ainsi que des énoncés sur ses opinions, plans, attentes, prévisions, estimations ou intentions.

Énoncés prospectifs

- incluent habituellement des termes comme « prévoir », « supposer », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « projeter », « objectifs », « perspectives » et d'autres expressions semblables et l'utilisation du futur et du conditionnel, mais ne contiennent pas nécessairement tous ces termes et expressions;
- comprennent les conclusions, prévisions et projections fondées sur nos objectifs et stratégies actuels ainsi que sur des estimations, attentes, hypothèses et autres facteurs, dont la plupart sont de nature confidentielle et exclusive, que nous jugeons raisonnables au moment de leur utilisation, mais qui pourraient se révéler incorrects;
- ont été approuvés par la direction de la Société à la date du présent rapport de gestion.

Nos énoncés prospectifs comprennent des prévisions et des projections liées aux éléments suivants, notamment :

- les produits;
- le résultat d'exploitation ajusté;
- les entrées d'immobilisations corporelles;
- les paiements d'impôt en trésorerie;
- les flux de trésorerie disponibles;
- les paiements de dividendes;
- la croissance des nouveaux produits et services;
- la croissance prévue du nombre d'abonnés et des services auxquels ils s'abonnent;
- le coût d'acquisition et de fidélisation des abonnés et de déploiement de nouveaux services;
- les réductions de coûts et les gains en efficacité continue;
- tous les autres énoncés qui ne relèvent pas de faits passés.

Nos conclusions, prévisions et projections sont fondées sur les facteurs suivants, notamment :

- les taux de croissance générale de l'économie et du secteur;
- les cours de change et les taux d'intérêt;
- les niveaux de tarification des produits et l'intensité de la concurrence;
- la croissance du nombre d'abonnés;
- les prix et les taux d'utilisation et d'attrition;
- l'évolution de la réglementation gouvernementale;
- le déploiement de la technologie;
- la disponibilité des appareils;
- le calendrier de lancement des nouveaux produits;
- le coût du contenu et du matériel;
- l'intégration des acquisitions;
- la structure et la stabilité du secteur.

À moins d'indication contraire, le présent rapport de gestion et les énoncés prospectifs de la Société ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle d'éléments non récurrents ou exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être envisagés ou annoncés ou qui pourraient survenir après la date à laquelle les énoncés prospectifs sont formulés.

Risques et incertitudes

Les événements et résultats réels pourraient différer sensiblement de ceux exprimés explicitement ou implicitement dans les énoncés prospectifs en raison des risques, incertitudes et autres facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et qui comprennent, sans toutefois s'y limiter :

- la modification de la réglementation;
- l'évolution technologique;
- la conjoncture économique;
- les variations imprévues des coûts de matériel ou de contenu;
- l'évolution de la conjoncture dans les secteurs du divertissement, de l'information et des communications;
- l'intégration des acquisitions;
- les litiges et les questions fiscales;
- l'intensité de la concurrence;
- l'émergence de nouvelles occasions d'affaires;
- les nouvelles normes comptables et les nouvelles interprétations des organismes de normalisation comptable.

Ces facteurs peuvent également avoir une incidence sur nos objectifs, nos stratégies et nos intentions. Un grand nombre de ces facteurs est indépendant de notre volonté ou de nos attentes ou connaissances actuelles. Par conséquent, si ces risques, incertitudes ou autres facteurs se concrétisaient, si les objectifs, stratégies ou intentions actuels de la Société changeaient ou si les autres facteurs ou hypothèses qui sous-tendent les énoncés prospectifs se révélaient incorrects, les résultats réels et nos plans pourraient différer considérablement des prévisions courantes.

Par conséquent, les investisseurs doivent faire preuve de prudence à l'égard des énoncés prospectifs et il serait déraisonnable de leur part de se fier indûment à ces énoncés en croyant qu'ils leur confèrent quelque droit établi que ce soit en ce qui concerne nos résultats ou plans futurs. La Société n'est nullement tenue (et rejette expressément une telle obligation) de mettre à jour ou de modifier les énoncés contenant des informations prospectives, les facteurs ou hypothèses sous-jacents à ces énoncés, que ce soit en raison de renseignements nouveaux, d'événements futurs ou autrement, sauf si la loi l'exige. Tous les énoncés prospectifs paraissant dans le présent rapport de gestion sont assujettis à cette mise en garde.

Avant de prendre une décision d'investissement

Avant de prendre toute décision d'investissement et pour une analyse détaillée des risques, des incertitudes et du contexte liés aux activités de la Société, il y a lieu de revoir attentivement les rubriques du présent rapport de gestion intitulées « Mise à jour sur les risques et les incertitudes » et « Évolution de la réglementation » et celles du rapport de gestion annuel de 2015 intitulées « Réglementation de notre secteur » et « Gouvernance et gestion des risques », ainsi que les divers documents que nous avons déposés auprès des autorités de réglementation canadiennes et américaines, disponibles sur les sites Web sedar.com et sec.gov, respectivement.

###



Rogers Communications Inc.

**ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES
(non audité)**

Trimestres et semestres clos les 30 juin 2016 et 2015

Rogers Communications Inc.**États consolidés résumés intermédiaires du résultat net**

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, non audité)

	Note	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
		2016	2015	2016	2015
Produits		3 455	3 403	6 700	6 578
Charges opérationnelles					
Coûts opérationnels	4	2 123	2 080	4 279	4 143
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		572	562	1 146	1 121
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	5	27	42	71	51
Charges financières	6	189	182	385	392
Autres charges (produits)	7	9	26	(25)	23
Bénéfice avant impôt sur le résultat		535	511	844	848
Impôt sur le résultat		141	148	202	230
Bénéfice net de la période		394	363	642	618
Bénéfice par action					
De base	8	0,77 \$	0,70 \$	1,25 \$	1,20 \$
Dilué	8	0,76 \$	0,70 \$	1,24 \$	1,19 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires en font partie intégrante.

Rogers Communications Inc.
États consolidés résumés intermédiaires du résultat global
(en millions de dollars canadiens, non audité)

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2016	2015	2016	2015
Bénéfice net de la période	394	363	642	618
Autres éléments du résultat global				
Éléments pouvant être par la suite reclassés dans le bénéfice				
Variation de la juste valeur des placements disponibles à la vente				
(Diminution) augmentation de la juste valeur	(22)	63	101	(11)
Reclassement du profit sur la vente de placements dans le bénéfice net	-	-	(39)	-
Recouvrement (charge) d'impôt sur le résultat connexe	3	(8)	(8)	2
Variation de la juste valeur des placements disponibles à la vente	(19)	55	54	(9)
Instruments dérivés utilisés comme couvertures de flux de trésorerie :				
Profit latent (perte latente) lié(e) à la juste valeur des instruments dérivés	90	(236)	(561)	505
Reclassement de la perte (du profit) sur les dérivés liés à la dette dans le bénéfice net	42	91	572	(559)
Reclassement de la perte liée aux remboursements sur la dette à long terme dans le bénéfice net	-	-	-	7
Reclassement du profit sur les dérivés liés aux dépenses dans le bénéfice net ou les immobilisations corporelles	(14)	(23)	(42)	(56)
Reclassement des intérêts courus dans le bénéfice net	(15)	(11)	(36)	(24)
(Charge) recouvrement d'impôt sur le résultat connexe	(8)	38	65	(6)
Instruments dérivés utilisés comme couvertures de flux de trésorerie	95	(141)	(2)	(133)
Quote-part des autres éléments du résultat global au titre des placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt	(3)	(3)	(20)	5
Autres éléments du résultat global de la période	73	(89)	32	(137)
Résultat global de la période	467	274	674	481

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires en font partie intégrante.

Rogers Communications Inc.

États consolidés résumés intermédiaires de la situation financière

(en millions de dollars canadiens, non audité)

	Note	Au 30 juin 2016	Au 31 décembre 2015
Actifs			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		-	11
Débiteurs		1 811	1 792
Stocks		239	318
Autres actifs courants		373	303
Partie courante des instruments dérivés	9	92	198
Total des actifs courants		2 515	2 622
Immobilisations corporelles		11 097	10 997
Immobilisations incorporelles		7 173	7 243
Placements	10	2 346	2 271
Instruments dérivés	9	1 681	1 992
Autres actifs à long terme		136	150
Actifs d'impôt différé		8	9
Goodwill		3 891	3 891
Total des actifs		28 847	29 175
Passifs et capitaux propres			
Passifs courants			
Avances bancaires		143	-
Emprunts à court terme	11	1 050	800
Créditeurs et charges à payer		2 584	2 708
Impôt sur le résultat à payer		234	96
Partie courante des provisions		27	10
Produits constatés d'avance		371	388
Partie courante de la dette à long terme	12	750	1 000
Partie courante des instruments dérivés	9	90	15
Total des passifs courants		5 249	5 017
Provisions		30	50
Dette à long terme	12	15 239	15 870
Instruments dérivés	9	226	95
Autres passifs à long terme		383	455
Passifs d'impôt différé		1 795	1 943
Total des passifs		22 922	23 430
Capitaux propres	13	5 925	5 745
Total des passifs et des capitaux propres		28 847	29 175
Événements postérieurs à la date de clôture	11		
Passifs éventuels	16		

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires en font partie intégrante.

Rogers Communications Inc.
États consolidés résumés intermédiaires des variations des capitaux propres

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions, non audité)

	Actions de catégorie A avec droit de vote		Actions de catégorie B sans droit de vote		Résultats non distribués	Réserve d'actifs financiers disponibles à la vente	Réserve de couverture	Réserve de couverture visant les investissements en titres de capitaux propres	Total des capitaux propres
	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)					
	Semestre clos le 30 juin 2016								
Soldes au 1 ^{er} janvier 2016	72	112 439	402	402 308	4 583	598	57	33	5 745
Bénéfice net de la période	-	-	-	-	642	-	-	-	642
Autres éléments du résultat global :									
Placements disponibles à la vente, après impôt	-	-	-	-	-	54	-	-	54
Instruments dérivés comptabilisés à titre de couvertures, après impôt	-	-	-	-	-	-	(2)	-	(2)
Quote-part attribuable aux placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt	-	-	-	-	-	-	-	(20)	(20)
Total des autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	54	(2)	(20)	32
Résultat global de la période	-	-	-	-	642	54	(2)	(20)	674
Transactions avec les actionnaires inscrites directement dans les capitaux propres									
Dividendes déclarés	-	-	-	-	(494)	-	-	-	(494)
Actions ayant changé de catégorie	-	(25)	-	25	-	-	-	-	-
Total des transactions avec les actionnaires	-	(25)	-	25	(494)	-	-	-	(494)
Soldes au 30 juin 2016	72	112 414	402	402 333	4 731	652	55	13	5 925

	Actions de catégorie A avec droit de vote		Actions de catégorie B sans droit de vote		Résultats non distribués	Réserve d'actifs financiers disponibles à la vente	Réserve de couverture	Réserve de couverture visant les investissements en titres de capitaux propres	Total des capitaux propres
	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)					
	Semestre clos le 30 juin 2015								
Soldes au 1 ^{er} janvier 2015	72	112 448	402	402 298	4 172	721	104	10	5 481
Bénéfice net de la période	-	-	-	-	618	-	-	-	618
Autres éléments du résultat global :									
Placements disponibles à la vente, après impôt	-	-	-	-	-	(9)	-	-	(9)
Instruments dérivés comptabilisés à titre de couvertures, après impôt	-	-	-	-	-	-	(133)	-	(133)
Quote-part attribuable aux placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt	-	-	-	-	-	-	-	5	5
Total des autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	(9)	(133)	5	(137)
Résultat global de la période	-	-	-	-	618	(9)	(133)	5	481
Transactions avec les actionnaires inscrites directement dans les capitaux propres									
Dividendes déclarés	-	-	-	-	(494)	-	-	-	(494)
Actions ayant changé de catégorie	-	(5)	-	5	-	-	-	-	-
Total des transactions avec les actionnaires	-	(5)	-	5	(494)	-	-	-	(494)
Soldes au 30 juin 2015	72	112 443	402	402 303	4 296	712	(29)	15	5 468

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires en font partie intégrante.

Rogers Communications Inc.
Tableaux consolidés résumés intermédiaires des flux de trésorerie

(en millions de dollars canadiens, non audité)

	Note	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
		2016	2015	2016	2015
Activités opérationnelles					
Bénéfice net de la période		394	363	642	618
Ajustements visant à rapprocher le bénéfice net et les entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles					
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		572	562	1 146	1 121
Amortissement des droits de diffusion		18	21	39	43
Charges financières	6	189	182	385	392
Impôt sur le résultat		141	148	202	230
Rémunération fondée sur des actions	14	15	14	27	26
Cotisations au titre des avantages postérieurs à l'emploi, déduction faite des charges		(71)	24	(61)	(71)
Profit sur la vente d'un placement		-	-	(39)	-
Autres		-	46	10	36
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés		1 258	1 360	2 351	2 395
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	17	35	(44)	(85)	(394)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés		1 293	1 316	2 266	2 001
Impôt sur le résultat payé		(18)	(61)	(155)	(256)
Intérêts payés		(154)	(141)	(392)	(404)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles		1 121	1 114	1 719	1 341
Activités d'investissement					
Entrées d'immobilisations corporelles		(647)	(621)	(1 199)	(1 096)
Entrées de droits de diffusion		(14)	(6)	(24)	(18)
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		32	(46)	(105)	(138)
Acquisitions et autres transactions stratégiques, déduction faite de la trésorerie acquise		-	(601)	-	(601)
Autres		47	(22)	7	(34)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement		(582)	(1 296)	(1 321)	(1 887)
Activités de financement					
Produit tiré des emprunts à court terme	11	45	38	295	246
Remboursements sur les emprunts à court terme	11	-	(56)	(45)	(71)
Émission de titres d'emprunt à long terme	12	1 364	1 792	2 052	3 450
Remboursements sur la dette à long terme	12	(1 749)	(1 310)	(2 318)	(2 919)
Produit tiré du règlement de dérivés liés à la dette et de contrats à terme	9	3 302	-	3 757	1 059
Paiements versés au règlement de dérivés liés à la dette et de contrats à terme	9	(3 325)	-	(3 799)	(905)
Dividendes payés		(247)	(248)	(494)	(483)
(Sorties) entrées de trésorerie liées aux activités de financement		(610)	216	(552)	377
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (Avances bancaires) trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		(71)	34	(154)	(169)
		(72)	(27)	11	176
(Avances bancaires) trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		(143)	7	(143)	7

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires en font partie intégrante.

NOTE 1 : NATURE DE L'ENTREPRISE

Rogers Communications Inc. est une société canadienne diversifiée dans les communications et les médias. La quasi-totalité de nos activités et de nos ventes ont lieu au Canada. RCI est constituée en personne morale au Canada et son siège social est situé au 333 Bloor Street East, Toronto (Ontario) M4W 1G9. Les actions de RCI sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto (TSX : RCI.A et RCI.B) et de la New York Stock Exchange (NYSE : RCI).

Les termes « nous », « notre », « nos », « Rogers », « Rogers Communications » et la « Société » désignent Rogers Communications Inc. et ses filiales. Le terme « RCI » s'entend de l'entité juridique Rogers Communications Inc., à l'exclusion de ses filiales. En plus des secteurs opérationnels susmentionnés, RCI détient également des participations dans divers placements et entreprises.

Nous présentons nos résultats selon quatre secteurs. Le tableau suivant présente chacun de ces secteurs ainsi que la nature de leurs activités :

Secteur	Principales activités
Sans-fil	Activités de télécommunications sans fil destinées aux entreprises et aux consommateurs canadiens.
Cable	Activités de télécommunications par câble, y compris les services d'accès Internet, de télévision et de téléphonie pour les entreprises et les consommateurs canadiens.
Solutions d'Affaires	Connectivité réseau au moyen de nos actifs liés au réseau de fibre optique et au centre de données afin de prendre en charge un éventail de services de transmission de la voix et des données, de réseau, d'hébergement et d'infonuagique aux entreprises canadiennes de petite, moyenne et grande envergure et aux administrations gouvernementales, ainsi que des services de gros aux autres entreprises de télécommunications.
Media	Portefeuille diversifié de propriétés de médias qui comprend des activités de télédiffusion, de radiodiffusion, de chaînes spécialisées, d'achat multiplateforme, d'édition, de divertissement et de médias sportifs, et de médias numériques.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2016, les secteurs Sans-fil, Cable et Solutions d'Affaires étaient exploités par notre filiale en propriété exclusive Rogers Communications Canada Inc. (« RCCI ») [Rogers Communications Partnership (« RCP ») en 2015] et certaines autres filiales en propriété exclusive. Le secteur Media est exploité par notre filiale en propriété exclusive, Rogers Media Inc., et ses filiales.

Déclaration de conformité

Nous avons établi nos états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2016 (les « états financiers intermédiaires du deuxième trimestre de 2016 ») selon la Norme comptable internationale IAS 34, *Information financière intermédiaire*, telle qu'elle est publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), et conformément aux méthodes comptables et aux méthodes d'application employées pour les états financiers consolidés audités annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 (les « états financiers de 2015 »), à l'exception des nouvelles méthodes comptables adoptées le 1^{er} janvier 2016, qui sont décrites à la note 2. Les présents états financiers intermédiaires du deuxième trimestre de 2016 ont été approuvés par le comité d'audit et de risque, qui relève de notre conseil d'administration, le 20 juillet 2016.

NOTE 2 : PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Mode de présentation

Les notes incluses dans les présents états financiers intermédiaires du deuxième trimestre de 2016 ne reflètent que les transactions et changements importants survenus au cours du semestre écoulé depuis le 31 décembre 2015, date de clôture du dernier exercice, et elles ne contiennent pas toutes les informations qui doivent être présentées dans les états financiers annuels aux termes des Normes internationales d'information financière (*International Financial Reporting Standards* ou les « IFRS »). Les états financiers intermédiaires du deuxième trimestre de 2016 doivent être lus en parallèle avec les états financiers de 2015.

Nos résultats opérationnels sont assujettis à des fluctuations saisonnières qui ont une incidence significative sur les résultats opérationnels d'un trimestre à l'autre. Par conséquent, les résultats opérationnels d'un trimestre ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats opérationnels d'un trimestre ultérieur. Tous les montants en dollars sont exprimés en monnaie canadienne, sauf indication contraire.

Nouvelles prises de position adoptées en 2016

Nous avons adopté les nouvelles normes et modifications comptables qui suivent; celles-ci sont entrées en vigueur pour nos états financiers consolidés intermédiaires et annuels ouverts le 1^{er} janvier 2016. Ces changements n'ont pas eu d'incidence significative sur nos résultats financiers.

- Modifications de l'IAS 16, *Immobilisations corporelles* et de l'IAS 38, *Immobilisations incorporelles*
- Modifications de l'IFRS 11, *Partenariats*

Récentes prises de position comptables n'ayant pas encore été adoptées

L'IASB a publié de nouvelles normes et modifications aux normes existantes. Nous n'avons pas encore adopté ces modifications et ces dernières auront une incidence sur les résultats des périodes futures. Ces modifications sont décrites dans nos états financiers de 2015.

- IFRS 9, *Instruments financiers* (en vigueur le 1^{er} janvier 2018)
- IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (en vigueur le 1^{er} janvier 2018)
- IFRS 16, *Contrats de location* (en vigueur le 1^{er} janvier 2019)

Nous évaluons actuellement l'incidence de ces normes sur nos états financiers consolidés.

NOTE 3 : INFORMATIONS SECTORIELLES

Nos secteurs à présenter sont Sans-fil, Cable, Solutions d'Affaires et Media. Les activités des quatre secteurs sont menées essentiellement au Canada. Les éléments relevant du siège social et les éliminations comprennent nos participations dans des unités opérationnelles qui ne sont pas des secteurs opérationnels à présenter, les fonctions administratives du siège social et l'élimination des produits et des coûts intersectoriels. Les méthodes comptables applicables à nos secteurs à présenter sont les mêmes que celles décrites à la note 2. Les résultats par secteur comprennent des éléments directement attribuables à un secteur ainsi que ceux qui, de façon raisonnable, peuvent y être affectés. Nous comptabilisons les transactions entre les secteurs à présenter comme nous le faisons pour les transactions avec des tiers et les éliminons au moment de la consolidation.

Le chef de la direction et le chef de la direction des finances de RCI constituent nos principaux décideurs opérationnels et sont ceux qui examinent régulièrement nos opérations et notre performance par secteur. Ils examinent le résultat d'exploitation ajusté, qu'ils considèrent comme l'indicateur clé du résultat net aux fins de l'évaluation de performance pour chaque secteur et afin de prendre des décisions relatives à l'affectation des ressources. Le résultat d'exploitation ajusté correspond au bénéfice avant la rémunération fondée sur des actions, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, les frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, les charges financières, les autres (produits) charges et l'impôt sur le résultat.

Information par secteur

Trimestre clos le 30 juin 2016 (en millions de dollars)	Note	Sans-fil	Cable	Solutions d'Affaires	Media	Éléments relevant du siège social et éliminations	Totaux consolidés
Produits		1 931	870	97	615	(58)	3 455
Coûts opérationnels ¹		1 085	455	66	525	(23)	2 108
Résultat d'exploitation ajusté		846	415	31	90	(35)	1 347
Rémunération fondée sur des actions ¹	14						15
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles							572
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	5						27
Charges financières	6						189
Autres charges	7						9
Bénéfice avant impôt sur le résultat							535

¹ Inclus dans le poste « Coûts opérationnels » des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Trimestre clos le 30 juin 2015 (en millions de dollars)	Note	Sans-fil	Cable	Solutions d'Affaires	Media	Éléments relevant du siège social et éliminations	Totaux consolidés
Produits		1 903	869	94	582	(45)	3 403
Coûts opérationnels ¹		1 062	455	67	492	(10)	2 066
Résultat d'exploitation ajusté		841	414	27	90	(35)	1 337
Rémunération fondée sur des actions ¹	14						14
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles							562
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	5						42
Charges financières	6						182
Autres charges	7						26
Bénéfice avant impôt sur le résultat							511

¹ Inclus dans le poste « Coûts opérationnels » des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Semestre clos le 30 juin 2016 (en millions de dollars)	Note	Sans-fil	Cable	Solutions d'Affaires	Media	Éléments relevant du siège social et éliminations	Totaux consolidés
Produits		3 821	1 726	193	1 063	(103)	6 700
Coûts opérationnels ¹		2 212	918	131	1 022	(31)	4 252
Résultat d'exploitation ajusté		1 609	808	62	41	(72)	2 448
Rémunération fondée sur des actions ¹	14						27
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles							1 146
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	5						71
Charges financières	6						385
Autres produits	7						(25)
Bénéfice avant impôt sur le résultat							844

¹ Inclus dans le poste « Coûts opérationnels » des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Semestre clos le 30 juin 2015 (en millions de dollars)	Note	Sans-fil	Cable	Solutions d'Affaires	Media	Éléments relevant du siège social et éliminations	Totaux consolidés
Produits		3 697	1 739	188	1 046	(92)	6 578
Coûts opérationnels ¹		2 091	923	133	988	(18)	4 117
Résultat d'exploitation ajusté		1 606	816	55	58	(74)	2 461
Rémunération fondée sur des actions ¹	14						26
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles							1 121
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	5						51
Charges financières	6						392
Autres charges	7						23
Bénéfice avant impôt sur le résultat							848

¹ Inclus dans le poste « Coûts opérationnels » des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

NOTE 4 : COÛTS OPÉRATIONNELS

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2016	2015	2016	2015
Coût des ventes de matériel et subventions directes pour les chaînes	435	424	896	818
Marchandise destinée à la revente	49	46	98	93
Autres achats externes	1 090	1 079	2 260	2 237
Salaires et avantages du personnel et rémunération fondée sur des actions	549	531	1 025	995
Total des coûts opérationnels	2 123	2 080	4 279	4 143

NOTE 5 : FRAIS DE RESTRUCTURATION, COÛTS D'ACQUISITION ET AUTRES CHARGES

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2016, nous avons engagé 27 millions de dollars et 71 millions de dollars (42 millions de dollars et 51 millions de dollars en 2015), respectivement, en frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges. Les charges de 2016 comprenaient essentiellement les indemnités de départ versées dans le cadre de la restructuration ciblée de nos effectifs. En 2015, les charges engagées visaient surtout la réorganisation de nos stations de télévision OMNI.

NOTE 6 : CHARGES FINANCIÈRES

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2016	2015	2016	2015
Intérêts sur les emprunts	192	186	388	382
Intérêts sur le passif au titre des avantages postérieurs à l'emploi	3	2	5	5
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	-	-	-	7
(Profit) perte de change	(22)	(1)	(47)	6
Variation de la juste valeur des instruments dérivés	18	-	42	2
Intérêts inscrits à l'actif	(5)	(7)	(9)	(15)
Autres	3	2	6	5
Total des charges financières	189	182	385	392

NOTE 7 : AUTRES CHARGES (PRODUITS)

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2016	2015	2016	2015
Pertes liées à nos participations dans des entreprises associées et des coentreprises	13	30	27	32
Profit sur la vente de placements	-	-	(39)	-
Autres produits de placement	(4)	(4)	(13)	(9)
Total des autres charges (produits)	9	26	(25)	23

NOTE 8 : BÉNÉFICE PAR ACTION

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2016	2015	2016	2015
Numérateur (de base) - Bénéfice net pour la période	394	363	642	618
Dénominateur - nombre d'actions (en millions)				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation - de base	515	515	515	515
Incidence des titres ayant un effet dilutif (en millions)				
Options sur actions des membres du personnel et unités d'actions de négociation restreinte	2	1	2	2
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation - dilué	517	516	517	517
Bénéfice par action				
De base	0,77 \$	0,70 \$	1,25 \$	1,20 \$
Dilué	0,76 \$	0,70 \$	1,24 \$	1,19 \$

Pour le semestre clos le 30 juin 2015, la comptabilisation de la rémunération fondée sur des actions selon la méthode de règlement en capitaux propres s'est avérée plus dilutive que la comptabilisation selon la méthode de règlement en trésorerie. Par conséquent, le bénéfice net pour le semestre clos le 30 juin 2015 a été diminué de 3 millions de dollars dans le calcul du bénéfice dilué par action afin de comptabiliser les attributions visées comme si elles avaient été réglées en capitaux propres. Il n'y a eu aucune incidence sur le calcul du bénéfice dilué par action pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2016 et pour le trimestre clos le 30 juin 2015.

Au total, néant option et 1 040 320 options étaient hors du cours pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2016 (3 008 802 et 2 343 282 en 2015), respectivement. Ces options ont été exclues du calcul de l'effet des titres dilutifs, car leur effet était antidilutif.

NOTE 9 : INSTRUMENTS FINANCIERS

Instruments dérivés

Nous avons recours à des instruments dérivés pour gérer les risques financiers liés à nos activités. Ces instruments dérivés se déclinent sous forme de dérivés liés à la dette, de contrats à terme sur obligations, de dérivés liés aux dépenses et de dérivés liés aux capitaux propres. Nous avons recours à des instruments dérivés aux seules fins de la gestion des risques, et non pas à des fins de spéculation.

Tous nos dérivés liés à la dette afférents à nos billets de premier rang, contrats à terme sur obligations et dérivés liés aux dépenses en cours ont été désignés comme couvertures à des fins comptables.

Dérivés liés à la dette

Nous avons recours à des swaps de devises (« dérivés liés à la dette ») pour gérer les risques liés à la fluctuation des cours de change relativement à nos instruments d'emprunt et montants prélevés sur nos facilités de crédit libellés en dollars américains. Nous désignons les dérivés liés à la dette afférents à nos billets de premier rang comme des couvertures à des fins comptables afin de couvrir le risque de change relatif à des instruments d'emprunt spécifiques. Nous ne désignons pas les dérivés liés à la dette se rapportant aux montants prélevés sur nos facilités de crédit à titre de couvertures à des fins comptables.

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2016, nous avons conclu des dérivés liés à la dette se rapportant aux montants prélevés sur nos facilités de crédit d'un montant notionnel de 3 073 millions de dollars américains et de 3 797 millions de dollars américains (3 974 millions de dollars et 4 950 millions de dollars), respectivement. Nous n'avons conclu aucun dérivé lié à la dette se rapportant aux montants prélevés sur nos facilités de crédit au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2015. Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2016, nous avons réglé des dérivés liés à la dette se rapportant aux montants prélevés sur nos facilités de crédit d'un montant notionnel de 2 567 millions de dollars américains et de 2 909 millions de dollars américains (3 325 millions de dollars et 3 799 millions de dollars), respectivement, contre des paiements nets en espèces de 23 millions de dollars et de 42 millions de dollars, respectivement. Au 30 juin 2016, nous avions des dérivés liés à la dette se rapportant aux montants prélevés sur nos facilités de crédit d'un montant de 888 millions de dollars américains.

Au 30 juin 2016, nos billets de premier rang et débetures libellés en dollars américains s'élevaient à 6,2 milliards de dollars américains (6,2 milliards de dollars américains au 31 décembre 2015), et tous les risques de change connexes avaient été couverts par des dérivés liés à la dette. Nous n'avons conclu aucun dérivé lié à la dette se rapportant aux billets de premier rang au cours des trimestres et des semestres clos les 30 juin 2016 et 2015.

Contrats à terme sur obligations

Nous avons recours aux dérivés liés aux contrats à terme sur obligations (les « contrats à terme sur obligations ») pour couvrir le risque de taux d'intérêt sur les billets de premier rang que nous prévoyons émettre dans l'avenir. Nous n'avons conclu aucun nouveau contrat à terme sur obligations ni réglé aucun contrat à terme sur obligations existant au cours des semestres clos les 30 juin 2016 et 2015. Au 30 juin 2016, les contrats à terme sur obligations en cours s'élevaient à un montant notionnel de 1,4 milliard de dollars (1,4 milliard de dollars au 31 décembre 2015) et avaient tous été désignés comme couvertures à des fins comptables.

Dérivés liés aux dépenses

Nous avons recours à des contrats de change à terme (les « dérivés liés aux dépenses ») afin de gérer le risque de change inhérent à nos activités en désignant ces dérivés comme des couvertures à des fins comptables à l'égard de certaines dépenses opérationnelles et dépenses d'investissement attendues.

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2016, nous avons conclu des contrats de change à terme en dollars américains afin de fixer le cours de change sur les dépenses brutes attendues de 270 millions de dollars américains et de 690 millions de dollars américains (330 millions de dollars américains et 330 millions de dollars américains en 2015), respectivement, de Rogers prévues pour 2017 et 2018. Ces dépenses prévues sont couvertes à un cours moyen de 1,27 \$ pour 1 \$ US et de 1,34 \$ pour 1 \$ US (1,22 \$ pour 1 \$ US et 1,22 \$ pour 1 \$ US en 2015), respectivement, ce qui fixe à 342 millions de dollars canadiens et à 926 millions de dollars canadiens (403 millions de dollars canadiens et 403 millions de dollars canadiens en 2015), respectivement, le coût de ces dépenses sur la durée des contrats.

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2016, nous avons réglé des dérivés liés aux dépenses se chiffrant à 210 millions de dollars américains et à 420 millions de dollars américains (180 millions de dollars américains et 360 millions de dollars américains en 2015), respectivement, contre 256 millions de dollars américains et 513 millions de dollars américains (198 millions de dollars et 397 millions de dollars en 2015), respectivement.

Au 30 juin 2016, nos dérivés liés aux dépenses en cours s'élevaient à 1 410 millions de dollars américains (1 140 millions de dollars américains au 31 décembre 2015) et venaient à échéance de juillet 2016 à décembre 2018 (de janvier 2016 à décembre 2017 au 31 décembre 2015), à un cours de change moyen de 1,30 \$ pour 1 \$ US (1,24 \$ pour 1 \$ US au 31 décembre 2015).

Dérivés liés aux capitaux propres

Nous avons recours à des swaps sur rendement total (les « dérivés liés aux capitaux propres ») pour couvrir le risque d'appréciation des cours des actions de catégorie B de RCI attribuées dans le cadre de nos programmes de rémunération fondée sur des actions. Les dérivés liés aux capitaux propres n'ont pas été désignés comme couvertures à des fins comptables.

Au 30 juin 2016, nous avons conclu des dérivés liés aux capitaux propres à l'égard de 5,7 millions (5,7 millions au 31 décembre 2015) d'actions de catégorie B de RCI d'un cours moyen pondéré de 50,37 \$ (50,37 \$ au 31 décembre 2015).

En avril 2016, nous avons signé des accords de prorogation pour chacun de nos contrats de dérivés liés aux capitaux propres selon des modalités essentiellement identiques avec des dates d'échéance révisées et maintenant fixées en avril 2017 (auparavant en avril 2016).

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2016, nous avons comptabilisé un recouvrement au titre de la charge de rémunération fondée sur des actions de 4 millions de dollars et de 30 millions de dollars (recouvrement de 13 millions de dollars et charge de 1 million de dollars en 2015), respectivement, relativement à la variation de la juste valeur de nos contrats de dérivés liés aux capitaux propres, déduction faite des intérêts reçus (se reporter à la note 14).

Juste valeur des instruments financiers

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs, des avances bancaires, des emprunts à court terme et des créditeurs et charges à payer se rapproche de leur juste valeur en raison de la nature à court terme de ces instruments financiers.

La juste valeur de nos placements dans des sociétés ouvertes est déterminée selon les cours du marché. La juste valeur de nos placements dans des sociétés fermées est déterminée à partir d'évaluations fondées sur des financements ultérieurs, des négociations de vente par des tiers ou des approches fondées sur le marché, lesquelles sont appliquées comme il se doit à chaque placement, en fonction des activités futures et des perspectives de rentabilité.

La juste valeur de chacun de nos titres d'emprunt publics est fondée sur les rendements du marché estimés à la clôture de la période. Nous déterminons la juste valeur de nos dérivés liés à la dette et de nos dérivés liés aux dépenses selon une méthode d'évaluation de la valeur de marché estimée, en tenant compte de la qualité du crédit et en actualisant les flux de trésorerie à la date d'évaluation. Si les dérivés liés à la dette et les dérivés liés aux dépenses sont en position débitrice, l'écart de crédit pour l'institution financière contrepartiste est ajouté au taux d'actualisation sans risque en vue de déterminer la valeur estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit, de chaque dérivé. Si ces dérivés liés à la dette et aux dépenses sont en position créditrice, notre écart de crédit est ajouté au taux d'actualisation sans risque de chaque dérivé.

La juste valeur de chacun de nos contrats à terme sur obligations est déterminée en actualisant, à la date d'évaluation, les flux de trésorerie qui découlent de la multiplication du montant notionnel des contrats à terme sur obligations par l'écart entre les rendements à terme du marché à la clôture de la période et le rendement à terme de chacun de nos contrats à terme sur obligations.

La juste valeur de nos dérivés liés aux capitaux propres se fonde sur le cours du marché des actions de catégorie B sans droit de vote de RCI.

La hiérarchie des justes valeurs à trois niveaux que nous présentons tient compte de l'importance des données utilisées pour évaluer la juste valeur :

- les actifs financiers et les passifs financiers classés dans le niveau 1 sont évalués en fonction des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs et passifs identiques;
- les actifs financiers et les passifs financiers classés dans le niveau 2 sont évalués à l'aide de données du marché directement ou indirectement observables autres que les prix cotés;
- les évaluations de niveau 3 sont établies à partir de données autres que des données du marché observables.

Aux 30 juin 2016 et 2015, aucun instrument financier significatif n'avait été classé dans le niveau 3 et aucun transfert entre les niveaux 1, 2 et 3 n'est survenu au cours de ces périodes.

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur selon la méthode d'évaluation au 30 juin 2016 et au 31 décembre 2015 se présentent comme suit :

(en millions de dollars)	Valeur comptable		Juste valeur (niveau 1)		Juste valeur (niveau 2)	
	Au 30 juin	Au 31 déc.	Au 30 juin	Au 31 déc.	Au 30 juin	Au 31 déc.
	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Actifs financiers						
Disponibles à la vente, évalués à la juste valeur						
Placements dans des sociétés ouvertes	1 058	966	1 058	966	-	-
Détenus à des fins de transaction						
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	1 720	2 032	-	-	1 720	2 032
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	42	158	-	-	42	158
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	11	-	-	-	11	-
Total des actifs financiers	2 831	3 156	1 058	966	1 773	2 190
Passifs financiers						
Détenus à des fins de transaction						
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	65	4	-	-	65	4
Dérivés liés à la dette non comptabilisés comme des couvertures	4	-	-	-	4	-
Contrats à terme sur obligations comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	199	91	-	-	199	91
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	48	-	-	-	48	-
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	-	15	-	-	-	15
Total des passifs financiers	316	110	-	-	316	110

Au 30 juin 2016 et au 31 décembre 2015, la juste valeur de notre dette à long terme se présentait comme suit :

(en millions de dollars)	Au 30 juin 2016		Au 31 décembre 2015	
	Valeur comptable	Juste valeur ¹	Valeur comptable	Juste valeur ¹
Dette à long terme (y compris la partie courante)	15 989	18 176	16 870	18 252

¹ La dette à long terme (y compris la partie courante) est évaluée selon les données de niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs à trois niveaux, selon les rendements du marché à la clôture de la période.

Nous n'avons aucun actif financier non dérivé détenu jusqu'à l'échéance au cours des trimestres et des semestres clos les 30 juin 2016 et 2015.

NOTE 10 : PLACEMENTS

(en millions de dollars)	Au 30 juin	Au 31 décembre
	2016	2015
Placements		
Sociétés ouvertes	1 058	966
Sociétés fermées	179	212
Placements disponibles à la vente	1 237	1 178
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	1 109	1 093
Total des placements	2 346	2 271

NOTE 11 : EMPRUNTS À COURT TERME

(en millions de dollars)	Au 30 juin 2016	Au 31 décembre 2015
	Créances client vendues à l'acheteur à titre de sûreté	1 314
Emprunts à court terme contractés auprès de l'acheteur	(1 050)	(800)
Surdimensionnement	264	559

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2016, un financement additionnel de 45 millions de dollars (38 millions de dollars en 2015) nous a été octroyé dans le cadre de notre programme de titrisation des débiteurs et nous avons remboursé néant (56 millions de dollars en 2015), ce qui a porté le total de notre financement aux termes du programme à 1 050 millions de dollars au 30 juin 2016 (800 millions de dollars au 31 décembre 2015). Au cours du semestre clos le 30 juin 2016, un financement de 295 millions de dollars (246 millions de dollars en 2015) nous a été octroyé dans le cadre de notre programme de titrisation des débiteurs et nous avons remboursé 45 millions de dollars (71 millions de dollars en 2015).

En juillet 2016, nous avons modifié les modalités du programme de titrisation des débiteurs afin, entre autres, de proroger l'échéance du 1^{er} janvier 2018 au 1^{er} janvier 2019.

Nous avons engagé des charges d'intérêts liées à notre programme de titrisation des débiteurs de 4 millions de dollars et de 8 millions de dollars au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2016 (4 millions de dollars et 8 millions de dollars en 2015), respectivement, que nous avons comptabilisées au titre des charges financières.

NOTE 12 : DETTE À LONG TERME

(en millions de dollars, sauf les taux d'intérêt)	Date d'échéance	Montant en principal	Taux d'intérêt	Au 30 juin 2016	Au 31 décembre 2015
				Facilités de crédit bancaire	
Facilités de crédit bancaire		888	US	1 147	-
Billets de premier rang	2016	1 000	5,800 %	-	1 000
Billets de premier rang	2017	500	3,000 %	500	500
Billets de premier rang	2017	250	Variable	250	250
Billets de premier rang	2018	1 400	US 6,800 %	1 808	1 938
Billets de premier rang	2019	400	2,800 %	400	400
Billets de premier rang	2019	500	5,380 %	500	500
Billets de premier rang	2020	900	4,700 %	900	900
Billets de premier rang	2021	1 450	5,340 %	1 450	1 450
Billets de premier rang	2022	600	4,000 %	600	600
Billets de premier rang	2023	500	US 3,000 %	646	692
Billets de premier rang	2023	850	US 4,100 %	1 098	1 176
Billets de premier rang	2024	600	4,000 %	600	600
Billets de premier rang	2025	700	US 3,625 %	904	969
Débitures de premier rang ¹	2032	200	US 8,750 %	258	277
Billets de premier rang	2038	350	US 7,500 %	452	484
Billets de premier rang	2039	500	6,680 %	500	500
Billets de premier rang	2040	800	6,110 %	800	800
Billets de premier rang	2041	400	6,560 %	400	400
Billets de premier rang	2043	500	US 4,500 %	646	692
Billets de premier rang	2043	650	US 5,450 %	840	900
Billets de premier rang	2044	1 050	US 5,000 %	1 356	1 453
				16 095	16 981
Coûts de transaction différés et escomptes				(106)	(111)
Moins la partie courante				(750)	(1 000)
Total de la dette à long terme				15 239	15 870

¹ Correspond aux débiteures de premier rang émis à l'origine par Rogers Cable Inc., qui constituent des obligations non garanties de RCI, et pour lesquels RCCI était un garant ordinaire au 30 juin 2016 et RCP, un garant ordinaire au 31 décembre 2015.

Facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2016, nous avons prélevé 1 364 millions de dollars (190 millions de dollars et 900 millions de dollars américains) (1 800 millions de dollars en 2015) au titre de nos facilités de crédit renouvelable et non renouvelable et avons remboursé 749 millions de dollars (150 millions de dollars et 469 millions de dollars américains) (1 310 millions de dollars en 2015).

Au cours du semestre clos le 30 juin 2016, nous avons prélevé 2 052 millions de dollars (190 millions de dollars et 1 407 millions de dollars américains) (3 460 millions de dollars en 2015) au titre de nos facilités de crédit renouvelable et non renouvelable et avons remboursé 1 318 millions de dollars (650 millions de dollars et 519 millions de dollars américains) (1 860 millions de dollars en 2015).

Au 30 juin 2016, le solde impayé de nos facilités de crédit renouvelable et non renouvelable était de 1 187 millions de dollars (40 millions de dollars et 888 millions de dollars américains) (500 millions de dollars au 31 décembre 2015). Nous avons conclu des dérivés liés à la dette afférents à la tranche libellée en dollars américains de ces emprunts pour convertir l'ensemble des obligations au titre du principal et des intérêts en dollars canadiens (se reporter à la note 9).

Au 30 juin 2016, des liquidités s'élevant à 2,2 milliards de dollars (3,0 milliards de dollars au 31 décembre 2015) étaient disponibles au titre de nos facilités de crédit renouvelable et non renouvelable et de nos facilités de lettres de crédit de 3,6 milliards de dollars (3,6 milliards de dollars au 31 décembre 2015). Aux termes de ces facilités, une tranche d'environ 0,1 milliard de dollars (0,1 milliard de dollars au 31 décembre 2015) a été prélevée sous forme de lettres de crédit, lesquelles sont en cours, et une tranche de 1,3 milliard de dollars, sous forme d'emprunts (0,5 milliard de dollars au 31 décembre 2015).

Au 1^{er} avril 2016, nous avons modifié notre facilité de crédit renouvelable de 2,5 milliards de dollars afin, notamment, de reporter la date d'échéance de juillet 2019 à septembre 2020. Concurrément, nous avons également modifié la facilité de crédit non renouvelable de 1,0 milliard de dollars afin, notamment, de reporter la date d'échéance d'avril 2017 à avril 2018.

Billets de premier rang

Remboursement de billets de premier rang et règlement des dérivés connexes

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2016, nous avons remboursé nos billets de premier rang de 1 000 millions de dollars échéant en mai 2016.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2015, nous avons remboursé ou racheté nos billets de premier rang de 550 millions de dollars américains (702 millions de dollars) et de 280 millions de dollars américains (357 millions de dollars) qui venaient à échéance en mars 2015. Au même moment, les dérivés liés à la dette connexes ont été réglés à l'échéance, pour un produit net de 154 millions de dollars, de sorte que le montant net des remboursements, compte tenu du règlement des dérivés liés à la dette connexes, s'est chiffré à 905 millions de dollars.

NOTE 13 : CAPITAUX PROPRES**Dividendes**

En 2016 et en 2015, nous avons déclaré et versé des dividendes sur nos actions de catégorie A avec droit de vote et nos actions de catégorie B sans droit de vote en circulation comme suit :

Date de déclaration	Date de paiement	Dividende par action (en dollars)
Le 27 janvier 2016	Le 1 ^{er} avril 2016	0,48
Le 18 avril 2016	Le 4 juillet 2016	0,48
		0,96
Le 28 janvier 2015	Le 1 ^{er} avril 2015	0,48
Le 21 avril 2015	Le 2 juillet 2015	0,48
Le 13 août 2015	Le 1 ^{er} octobre 2015	0,48
Le 22 octobre 2015	Le 4 janvier 2016	0,48
		1,92

Les porteurs d'actions de catégorie A ont le droit de recevoir des dividendes au taux maximal de 0,05 \$ par action, mais seulement une fois que les dividendes au taux de 0,05 \$ l'action ont été versés ou mis de côté pour les actions de catégorie B. Les actions de catégorie A avec droit de vote et les actions de catégorie B sans droit de vote donnent donc droit aux mêmes dividendes.

NOTE 14 : RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

Le sommaire de la charge au titre de la rémunération fondée sur des actions, dont le montant est inclus dans les charges relatives aux salaires et aux avantages du personnel, se présente comme suit :

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2016	2015	2016	2015
Options sur actions	1	7	14	-
Unités d'actions de négociation restreinte	10	12	25	18
Unités d'actions différées	8	8	18	7
Incidence des dérivés liés aux capitaux propres, déduction faite des intérêts reçus	(4)	(13)	(30)	1
Total de la charge liée à la rémunération fondée sur des actions	15	14	27	26

Au 30 juin 2016, nous avons inscrit un passif total inscrit à sa juste valeur de 171 millions de dollars (157 millions de dollars au 31 décembre 2015) au titre de la rémunération fondée sur des actions, y compris des options sur actions, des unités d'actions de négociation restreinte et des unités d'actions différées.

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2016, nous avons versé un montant de 6 millions de dollars et de 51 millions de dollars (2 millions de dollars et 37 millions de dollars en 2015), respectivement, aux porteurs d'options sur actions, d'unités d'actions de négociation restreinte et d'unités d'actions différées à la date d'exercice, selon le mode de règlement en trésorerie.

Options sur actions*Sommaire des options sur actions*

(nombre d'unités, à l'exception des prix)	Trimestre clos le 30 juin 2016		Semestre clos le 30 juin 2016	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
En circulation à l'ouverture de la période	5 343 572	43,91 \$	4 873 940	41,47 \$
Attribution	-	-	1 054 530	49,95 \$
Exercice	(141 237)	40,38 \$	(713 883)	35,45 \$
Renonciation	(37 900)	46,26 \$	(50 152)	45,83 \$
En circulation à la clôture de la période	5 164 435	43,99 \$	5 164 435	43,99 \$
Exercçables à la clôture de la période	2 372 958	40,56 \$	2 372 958	40,56 \$

(nombre d'unités, à l'exception des prix)	Trimestre clos le 30 juin 2015		Semestre clos le 30 juin 2015	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
En circulation à l'ouverture de la période	6 018 186	40,03 \$	5 759 786	38,71 \$
Attribution	90 370	41,82 \$	1 215 040	44,74 \$
Exercice	(114 668)	36,47 \$	(960 735)	37,56 \$
Renonciation	(37 119)	44,18 \$	(57 322)	41,38 \$
En circulation à la clôture de la période	5 956 769	40,10 \$	5 956 769	40,10 \$
Exercçables à la clôture de la période	3 292 781	36,56 \$	3 292 781	36,56 \$

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2016, les options liées à la performance attribuées à certains hauts dirigeants ont été au nombre de néant et de 420 035 (néant et 496 200 en 2015), respectivement, et ces attributions sont reflétées dans le tableau ci-dessus.

La charge au titre de la rémunération fondée sur des actions afférente aux régimes d'options sur actions non comptabilisée au 30 juin 2016 s'établissait à 11 millions de dollars (7 millions de dollars au 31 décembre 2015) et sera comptabilisée dans le bénéfice net au cours des quatre prochains exercices à mesure que les droits à ces options deviennent acquis.

Unités d'actions de négociation restreinte*Sommaire des unités d'actions de négociation restreinte*

(nombre d'unités)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2016	2015	2016	2015
En circulation à l'ouverture de la période	2 431 281	2 603 352	2 484 405	2 765 255
Attribution et réinvestissement des dividendes	45 640	117 283	667 438	661 063
Exercice	(83 610)	(49 490)	(698 094)	(692 893)
Renonciation	(52 697)	(50 871)	(113 135)	(113 151)
En circulation à la clôture de la période	2 340 614	2 620 274	2 340 614	2 620 274

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2016, les unités d'actions de négociation restreinte liées à la performance attribuées à certains hauts dirigeants ont été au nombre de 4 548 et de 90 341 (37 269 et 83 562 en 2015), respectivement, et ces attributions sont reflétées dans le tableau ci-dessus.

La charge au titre de la rémunération fondée sur des actions afférente à ces unités d'actions de négociation restreinte non comptabilisée au 30 juin 2016 s'est établie à 51 millions de dollars (41 millions de dollars au 31 décembre 2015) et sera comptabilisée dans le bénéfice net sur les trois prochains exercices à mesure que les droits à ces unités deviennent acquis.

Régimes d'unités d'actions différées*Sommaire des unités d'actions différées*

(nombre d'unités)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2016	2015	2016	2015
En circulation à l'ouverture de la période	2 503 079	1 999 530	1 770 871	826 891
Attribution et réinvestissement des dividendes	47 723	81 248	920 759	1 254 442
Exercice	(16 221)	(89 419)	(115 358)	(89 419)
Renonciation	(34 782)	(33 901)	(76 473)	(34 456)
En circulation à la clôture de la période	2 499 799	1 957 458	2 499 799	1 957 458

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2016, les unités d'actions différées liées à la performance attribuées à certains hauts dirigeants ont été au nombre de 6 323 et de 315 827 (5 385 et 443 139 en 2015), respectivement, et ces attributions sont reflétées dans le tableau ci-dessus.

La charge au titre de la rémunération fondée sur des actions afférente à ces unités d'actions différées non comptabilisée au 30 juin 2016 s'est établie à 45 millions de dollars (26 millions de dollars au 31 décembre 2015) et sera comptabilisée dans le bénéfice net au cours des trois prochains exercices à mesure que les droits aux unités des dirigeants deviennent acquis. Les droits afférents à toutes les autres unités d'actions différées sont entièrement acquis.

NOTE 15 : TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES**Actionnaire détenant le contrôle**

Nous concluons certaines transactions avec des sociétés de portefeuille fermées appartenant à la famille Rogers, contrôlées par la Fiducie de contrôle Rogers. Ces transactions ont été inscrites au montant convenu par les parties liées et sont soumises aux conditions énoncées dans les ententes formelles approuvées par le comité d'audit et de risque. Les montants totaux reçus ou payés au cours des trimestres et des semestres clos les 30 juin 2016 et 2015 étaient inférieurs à 1 million de dollars, respectivement.

Transactions avec les principaux dirigeants

Nous avons conclu des transactions avec des sociétés dont les associés ou les hauts dirigeants siègent au conseil d'administration de RCI. Ces hauts dirigeants sont les suivants :

- le président du conseil non membre de la direction d'un cabinet d'avocats qui offre une portion de nos services juridiques;
- le président d'une entreprise qui offre des services d'impression à la Société;
- le président du conseil et chef de la direction d'une société à laquelle la Société verse des commissions sur les primes d'assurance (il a cessé d'être une partie liée depuis avril 2015).

Nous inscrivons ces transactions aux montants convenus par les parties liées et elles sont examinées par le comité d'audit et de risque. Les soldes à payer pour ces services sont non garantis, ne portent pas intérêt et doivent être réglés en trésorerie à moins de un mois suivant la date de la transaction. Le sommaire des activités entre parties liées relativement aux transactions susmentionnées se présente comme suit :

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2016	2015	2016	2015
Paiements au titre de services d'impression et de services juridiques et commissions versées sur les primes d'assurance	6	7	11	17

NOTE 16 : PASSIFS ÉVENTUELS

Au 30 juin 2016, nos passifs éventuels avaient trait aux litiges suivants :

Frais d'accès au système - Saskatchewan

En 2004, un recours collectif a été intenté contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan. Le recours collectif a trait aux frais d'accès au système facturés par les fournisseurs de services sans fil auprès de certains de leurs clients. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et en dommages punitifs, à savoir le remboursement de tous les frais d'accès au système déboursés.

En 2007, la Cour de la Saskatchewan a accueilli la proposition des demandeurs afin que la poursuite soit autorisée à titre de recours collectif avec option d'adhésion à l'échelle nationale dans le cadre duquel les clients concernés hors de la Saskatchewan doivent prendre des mesures précises pour prendre part aux procédures. En 2008, la requête de la Société visant une suspension de la poursuite en vertu de la clause d'arbitrage incluse dans les contrats de service sans fil a été acceptée. La Cour de la Saskatchewan a déclaré que son ordonnance visant l'autorisation de la poursuite excluait du recours collectif les clients liés par une clause d'arbitrage.

En 2009, les avocats des demandeurs ont entrepris une deuxième poursuite en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan au motif des mêmes allégations que dans la poursuite initiale. Si la demande est acceptée, cette deuxième poursuite serait une poursuite d'« option de refus ». En 2009, la Cour a ordonné la suspension conditionnelle de la deuxième poursuite parce que celle-ci constituait un abus de procédure.

En 2013, les demandeurs ont déposé une demande d'ordonnance pour que la deuxième poursuite visant les frais d'accès au système soit autorisée à aller de l'avant. Cependant, la Cour a rejeté la demande de prolongation et la deuxième poursuite demeure assujettie à une suspension conditionnelle.

Au moment où le recours collectif en Saskatchewan a été intenté, en 2004, des réclamations correspondantes ont été déposées auprès de plusieurs administrations au Canada bien qu'aucune mesure concrète n'ait été prise par les demandeurs. En 2014, la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse a refusé de suspendre ou de rejeter la réclamation correspondante intentée par les demandeurs en Nouvelle-Écosse pour cause d'abus de procédure. En avril 2015, la Cour d'appel de la Nouvelle-Écosse a suspendu définitivement la réclamation néo-écossaise. Les demandeurs demandent l'autorisation d'en appeler à la Cour suprême du Canada. La Cour du Banc de la Reine du Manitoba a suspendu inconditionnellement la réclamation correspondante intentée au Manitoba pour cause d'abus de procédure. L'appel de cette décision par les demandeurs a été rejeté par la Cour d'appel du Manitoba. La Cour d'appel de la Colombie-Britannique a rendu une décision similaire. En 2015, la Cour du Banc de la Reine de l'Alberta a refusé de rejeter la réclamation correspondante intentée en Alberta. En octobre 2015, la Cour d'appel de l'Alberta a autorisé notre appel et rejeté la réclamation albertaine. Les demandeurs demandent l'autorisation d'en appeler à la Cour suprême du Canada des décisions rendues par les cours d'appel de la Nouvelle-Écosse, du Manitoba et de l'Alberta. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

Frais d'accès au système - Colombie-Britannique

En décembre 2011, un recours collectif a été intenté en Colombie-Britannique contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada relativement aux frais d'accès au système facturés par les fournisseurs de services sans fil auprès de certains de leurs clients. Le recours collectif a trait, entre autres, à des allégations de fausses représentations contraires à la *Business Practices and Consumer Protection Act* de la Colombie-Britannique. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et la restitution. En juin 2014, la Cour a rejeté la demande de certification des demandeurs, concluant que rien n'indiquait que le terme « frais d'accès au système » suggère qu'il s'agit de frais devant être remis au gouvernement. Un appel déposé par les demandeurs a été rejeté par la Cour d'appel de la Colombie-Britannique en 2015, cette dernière étant d'avis que la conclusion à laquelle est arrivé le juge de première instance était inattaquable. Les demandeurs ont interjeté appel auprès de la Cour suprême du Canada, mais cette dernière a rejeté la demande d'autorisation. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

Frais liés au service d'urgence 911

En juin 2008, un recours collectif a été intenté en Saskatchewan contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada. La poursuite concerne des allégations, notamment, de rupture de contrat, de fausse déclaration et de publicité mensongère relativement aux frais du service 911 facturés par la Société et d'autres fournisseurs de services de communication sans fil au Canada. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et la restitution. Les demandeurs tentent d'obtenir une ordonnance attestant que la poursuite constitue un recours collectif en Saskatchewan. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

Appareils cellulaires

En juillet 2013, un recours collectif a été intenté en Colombie-Britannique contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada et des fabricants d'appareils sans fil. Le recours collectif a trait aux effets néfastes allégués sur la santé subis par des utilisateurs d'appareils cellulaires de longue date. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et en dommages punitifs, à savoir le remboursement d'un montant égal aux produits réalisés par les défendeurs pouvant raisonnablement être attribués à la vente de téléphones cellulaires au Canada. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

Issue des procédures

L'issue de l'ensemble des poursuites et réclamations intentées contre la Société, y compris celle des cas précités, dépend de leur règlement futur, notamment des incertitudes inhérentes aux litiges. Il nous est impossible de prédire le résultat ni l'ampleur des réclamations en raison de divers facteurs et incertitudes liés aux procédures judiciaires. À la lumière de l'information dont nous disposons actuellement, nous sommes d'avis qu'il est improbable que le règlement final de ces poursuites et réclamations, prises séparément ou dans leur ensemble, ait une incidence défavorable importante sur nos activités, nos résultats financiers ou notre situation financière. Si l'éventualité de notre responsabilité devient envisageable dans le cadre de réclamations intentées contre nous, nous comptabiliserons une provision pendant la période au cours de laquelle le changement d'éventualité survient et une telle provision pourrait être significative en regard de nos états consolidés du résultat net ou de nos états consolidés de la situation financière.

NOTE 17 : INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2016	2015	2016	2015
Débiteurs	(96)	(118)	(64)	32
Stocks	82	96	80	(33)
Autres actifs courants	54	33	(71)	(91)
Créditeurs et charges à payer	65	14	(13)	(285)
Produits constatés d'avance	(70)	(69)	(17)	(17)
Total de la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	35	(44)	(85)	(394)